

CHANGER A GAUCHE POUR CHANGER LA FRANCE

Signataires

<u>INTRODUCTION : FACE AUX BOULEVERSEMENTS DU MONDE, LA GAUCHE</u>	1
<u>I – LA NOUVELLE DONNE APPELLE UN SOCIALISME DE RECONQUÊTE</u>	2
<u>II – UN NOUVEAU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ÉCOLOGIQUE</u>	8
<u>III - BÂTIR UNE SOCIÉTÉ DE SOLIDARITÉ, DE RESPONSABILITÉ ET DE LIBERTÉS</u>	14
<u>IV – UNE EUROPE CLE DE VOUTE D'UN NOUVEL INTERNATIONALISME</u>	27
<u>V – CHANGER LE PARTI SOCIALISTE</u>	31
<u>CONCLUSION</u>	37

INTRODUCTION : FACE AUX BOULEVERSEMENTS DU MONDE, LA GAUCHE

Panne des salaires, du pouvoir d'achat et de la croissance. Retour des plans sociaux et menace de faillites bancaires en chaîne, effondrement du marché de l'immobilier. Alourdissement des impôts, des factures pour se soigner, se loger ou se déplacer. Envolée des prix du pétrole et des aliments même les plus essentiels. Démolition des services publics –dernière en date, la Poste- et des moyens des collectivités locales. Nouvelles attaques contre les libertés les plus élémentaires comme avec le fichier EDVIGE et les droits sociaux avec une pression de plus en plus forte exercée sur les chômeurs alors qu'il redevient de plus en plus difficile de trouver un travail. Tensions internationales ravivant ou aggravant des conflits armés à nos portes, entre les anciens blocs, entre l'orient et l'occident, entre le Nord et les Sud. Accidents climatiques violents à répétition.

Cette rentrée 2008 est à l'image, en plus dur peut être encore, des années que viennent de vivre les Français. Les Français et la France souffrent. La France n'a plus confiance en elle-même, et ne voit pas de raison d'espérer. Non seulement Nicolas SARKOZY et son gouvernement ne préparent pas l'avenir, mais ils dégradent chaque jour davantage le quotidien des français. Les ressources publiques sont gaspillées dans des mesures fiscales aussi injustes qu'inefficaces économiquement. Les libertés publiques sont menacées. La laïcité est remise en cause. Les étrangers sont stigmatisés. L'opposition négligée. Les corps intermédiaires marginalisés. L'audiovisuel repris en main.

La France a besoin d'une autre perspective, d'un autre avenir, pour elle-même, pour l'Europe et pour le monde.

Dans ce contexte, les socialistes ne doivent avoir qu'un seul objectif : être en mesure de

proposer aux français cette autre perspective pour la France. C'est et cela doit être pour nous le seul l'unique enjeu du Congrès de Reims : définir les grandes orientations et mettre en place les équipes qui prépareront ce projet pour la France.

Le travail est immense. Dans le nouveau désordre mondial et face à l'échec maintenant avéré du néo-libéralisme, il est temps de reposer les questions essentielles du sens que nous voulons donner à nos vies personnelles et à notre destin commun : une société développée est-elle une société où l'on court sans cesse vers l'acquisition de plus de biens, vers les dernières technologies ? Ou est-ce une société qui porte haut le niveau d'éducation de chacun, qui donne à tous l'accès à la santé et qui accompagne les aînés dans les meilleures conditions de vie possible ? Quels rapports entre l'individu et le collectif ? Où fixer les limites du marché et comment le réguler ? Comment préparer l'avenir et léguer un monde meilleur aux générations futures ? Voulons-nous une société où tout est dominé par l'argent, soumis à la logique marchande et à la concurrence, sur les marchés comme entre les personnes ? Ou une société où l'on retrouve le goût de vivre ensemble, avec nos différences d'âge, de culture et de catégorie sociale ?

C'est un nouveau modèle de développement économique, social et écologique qu'il nous faut imaginer ; c'est une société de solidarité, de responsabilité et de libertés dont nous devons être les architectes ; c'est un nouvel internationalisme avec l'Europe au cœur que nous avons à définir.

Inventer les voies et moyens pour assurer de l'émancipation de chacun, maîtriser le monde et préparer l'avenir, et pour faire civilisation, tels sont les enjeux qui sont devant nous. Et pour cela nous devons commencer par prendre toute la mesure la nouvelle donne mondiale.

I – LA NOUVELLE DONNE APPELLE UN SOCIALISME DE RECONQUÊTE

La société dans laquelle nous vivons est dure. Comment accepter que dans un pays aussi développé que le nôtre on ne donne pas à chacun de nos enfants les mêmes chances de réussir dans la vie, ni à chaque famille un logement adapté à sa situation et conforme à ses besoins ? N'est-il pas scandaleux que des salariés de 48 ou 50 ans soient mis à la porte sans espoir de retrouver un emploi alors même qu'on nous explique qu'il faut travailler plus longtemps ? Où va-t-on quand on privilégie le financement du secteur privé de la santé – un secteur où certains établissements font le tri des malades sur un seul critère de rentabilité ? Dans quel monde vivons-nous où, à l'heure du TGV et d'Internet, des pays connaissent des émeutes de la faim et des peuples sont frappés par des maladies d'un autre siècle ? Comment en pas être inquiet devant la multiplication des dérèglements climatiques ou la résurgence des conflits armés à nos portes, douloureusement rappelée par la mort de nos soldats en Afghanistan ?

Le monde connaît des mutations profondes et inédites. Elles représentent à la fois une chance – pensons notamment aux progrès technologiques – mais aussi des périls : réchauffement climatique, épuisement des ressources naturelles, dérèglements financiers, terrorisme, nouveaux conflits armés... Dans ce monde complexe, incertain, nous devons revendiquer nos valeurs et réactualiser nos outils d'action. Avoir des valeurs, et y croire vraiment, c'est justement être capable d'y rester fidèle y compris par gros temps. Confronter toujours notre idéal au réel, c'est notre devoir. Mais de cette confrontation – nous y reviendrons – les valeurs du socialisme sortent renforcées.

1) Un monde nouveau

La mondialisation comporte de nombreuses potentialités positives sur le plan économique et

culturel. Mais elle exacerbe la concurrence avec les pays à bas salaires et affaiblit les marges de manœuvre régulatrices des Etats. A travers elle, le capitalisme financier remet en cause les compromis sociaux établis dans chaque pays, substituant ainsi le précaire au salariat. Elle coïncide avec une nouvelle géostratégie issue de la chute du Mur de Berlin et du 11 septembre, aux dimensions inquiétantes : prolifération nucléaire, idéologie du « choc des civilisations », unilatéralisme américain, explosions des inégalités Nord / Sud, crise alimentaire et énergétique, nouvelles pandémies et épizooties.

Un monde multipolaire, le retour des empires

Dans la globalisation, l'Occident n'est plus au centre du monde. La montée en puissance des pays émergents, constitue un événement sans précédent. A rythme constant, la Chine sera bientôt la première puissance économique du monde. L'entrée de 20 % de la population mondiale dans le concert des nations développées ne peut s'opérer sans conséquences majeures. D'autant plus que l'Inde se réveille en même temps que la Chine ! Ces bouleversements auront des effets considérables aux Etats-Unis, au Japon et en Europe.

Quand s'est effondrée l'Union soviétique, la thèse de « la fin de l'histoire » fut en vogue parmi les élites occidentales. On parlait de « mondialisation heureuse ». On croyait que l'alliage des droits de l'homme, de la démocratie et de l'économie de marché allait venir à bout des guerres, des crises économiques et des inégalités ! Vingt ans ont passé et la réalité est bien différente. « Choc des civilisations », la Russie, la Chine, l'Inde, mais aussi l'Amérique du Sud et l'Afrique, qui veulent accéder à la puissance - les événements récents, JO de Pékin ou crise géorgienne l'ont montré : le choix entre la voie conflictuelle et la voie coopérative est devant nous. Que va faire l'Occident face à cette nouvelle concurrence : se dépasser ou se braquer ? **Oui, le futur dépend autant de la réaction des pays développés à leur propre déclin que de l'ambition des pays émergents.**

La nouvelle donne écologique : agir avant qu'il ne soit trop tard

Les approches traditionnelles de la gauche sont remises en cause par les chocs écologiques de grande ampleur qui marquent l'entrée dans le nouveau millénaire. L'épuisement des ressources fossiles impose une gestion durable des ressources et une notion de responsabilité vis-à-vis des générations futures. Dans les années qui viennent, nous aurons à inventer le monde de l'après-pétrole.

La dégradation de la biosphère fait déjà sentir ses effets. La saison des ouragans devient chaque année plus meurtrière et destructrice. Les océans continuent de monter. Des mécanismes irréversibles sont engagés, comme la fonte des terres gelées de l'hémisphère nord. Il faut agir. La préparation de l'après Kyoto nous en donne l'occasion. **Nous militons pour des solutions fortes et ne reculons devant aucune solution**

Ces périls imposent également **une révision drastique des processus productifs.** Ils invitent à reconsidérer plus globalement la hiérarchie même des besoins dans notre société, à sortir du réflexe matérialiste et consumériste pour redéfinir le modèle de développement. L'émergence des nouveaux risques - nucléaires, alimentaires, génétiques - liés, eux aussi, à l'action de l'homme rappelle la nécessité d'une maîtrise collective et démocratique du progrès scientifique et technique.

La nouvelle donne économique : les dérives graves du capitalisme financier

Depuis trente ans, une idéologie (le néolibéralisme) a façonné le monde selon ses critères : libéraliser les échanges, déréguler les économies, intensifier la concurrence entre les Etats, privatiser le secteur public, démanteler l'Etat social et s'en remettre aux seuls marchés pour l'allocation des ressources. Pour quel résultat ?

Crise énergétique, crise financière, crise alimentaire, crise climatique, crise sociale : ces grandes

crises qui secouent le monde depuis quelques mois ont une même cause. Ce sont les conséquences du marché livré à lui-même : dérégulation financière dans les années 1980 et inaction face au détournement de toutes les règles prudentielles, désengagement des Etats du secteur énergétique et sous-investissement, spéculation sur les produits alimentaires de base, inaction des Etats face aux dégradations pourtant manifestes causées à l'environnement par nos modes de production et de consommation.

Avec la financiarisation massive de l'économie, l'objectif de rentabilité à court terme prévaut sur le développement à long terme. Les grands actionnaires, gestionnaires des fonds d'investissement, traders, ont pris le pouvoir. Le dirigeant de grande d'entreprise doit « créer de la valeur pour l'actionnaire », mais comment peut-il garantir durablement une rentabilité du capital de 15-20 % quand la croissance de l'économie réelle est 10 fois inférieure ? La rente l'emporte sur la préparation de l'avenir. **Les gains les plus forts sont pour le capital, les sacrifices pour les salariés.** En France, au cours des trois dernières décennies, la part des dividendes dans le revenu national est passée de 2,3 % à près de 8 %.

L'activité industrielle se déplace vers les régions du monde à bas salaire, où la rentabilité est la plus élevée. Pour assurer un niveau record de rémunération aux actionnaires, les entreprises n'investissent plus assez – ce qui met en danger à terme les emplois et les entreprises elles-mêmes. Quant aux Etats, ils se livrent une concurrence impitoyable : pour attirer le capital mobile, ils sont sommés de diminuer les prélèvements sociaux et fiscaux, de réduire leurs dépenses de recherche, d'éducation, de formation, d'infrastructure et d'aménagement du territoire.

En réponse à l'idéologie du marché autorégulé, on laisse les coudées-franches aux spéculateurs. Bulle internet ou crise des subprimes : à chaque fois, la recherche de l'argent rapide au détriment de l'investissement à long terme conduit à des retournements brutaux.

La nouvelle réalité en France et en Europe : croissance molle et société de la précarité

Notre modèle économique et social est mis en péril par le nouveau contexte mondial. Tout d'abord, nous souffrons d'une **croissance structurellement faible**, liée en partie aux transferts d'activité vers les émergents. Alors que la consommation ne porte plus la croissance, nos exportations ne peuvent pas prendre le relais, compte tenu des faiblesses de notre appareil productif insuffisamment innovant, diversifié et performant. Ensuite, **dans l'économie mondialisée, même lorsqu'il y a croissance, celle-ci ne bénéficie plus mécaniquement, ou en tout cas très faiblement, au pouvoir d'achat ou à l'emploi.** Les profits vont aux détenteurs du capital et à une minorité de salariés. De 1999 à 2007, la productivité a progressé de 30 % pour l'ensemble de la planète et le salaire réel par tête de 18 % seulement. Quant aux emplois, ceux qui sont créés sont trop souvent des emplois précaires ou à temps partiel, et faiblement rémunérateurs.

Pourquoi ? Parce que le rapport de forces est extrêmement défavorable aux salariés. La course à la flexibilité fait des salariés la principale variable d'ajustement du système. Pour conserver leur emploi, les travailleurs des pays développés sont sommés d'accepter une remise en cause de leur situation sociale et de leur pouvoir d'achat. « Renoncez à vos droits, sinon je renonce à votre territoire ! ».

Ces forces qui sont à l'œuvre dans l'économie actuelle ont des répercussions profondes sur la société. D'un côté quelques individus qui profitent du système par des stocks options et autres parachutes dorés et des réductions d'impôts mobilisées à leur profit ; de l'autre, l'immense majorité des salariés, hier surtout les moins qualifiés, aujourd'hui même certains cadres sont touchés et la masse des « sans » - sans droits et sans espoirs – gonfle, à mesure qu'en réponse à ce processus, les mécanismes de solidarité publique sont attaqués.

2) Le libéralisme archaïque de Nicolas SARKOZY

Alors que les libéraux eux-mêmes commencent à réclamer la réintroduction de règles dans le marché, que Georges BUSH nationalise des grandes banques américaines et injecte 200 milliards de dollars dans l'économie soutenir les ménages américains surendettés, **Sarkozy applique en France des solutions qui ont déjà échoué ailleurs.**

Il baisse des impôts, évidemment en haut de l'échelle pour soi-disant ne « *pas décourager l'initiative* » et récompenser « *le mérite* » ; replie l'Etat sur ses strictes missions régaliennes par des réductions d'effectifs (école, hôpitaux...) et fait reculer des droits sociaux (retraite, assurance chômage, allocations familiales, soins...) au motif que les « *caisses sont vides* ». Les protections juridiques sont présentées comme des « *carcans* » pour justifier leur démantèlement (droit du travail, implantations commerciales, pression sur les chômeurs...). L'absence de sens est comblée par une politique ultra-sécuritaire (Taser, EDVIGE...), la récupération du religieux (discours du Latran et de Ryad), la recherche de bouc émissaires (les étrangers, les 35H), le refuge dans l'identité nationale ou des discours reprenant des préjugés du colonialisme (discours de Dakar).

3) L'Union européenne n'a pas su apporter des réponses à la hauteur des enjeux

Si nous avons pu diverger sur des choix européens, ce n'est pas au nom de conceptions divergentes de l'Europe, mais sur une appréciation différente de la stratégie à adopter pour la bâtir. La suite des événements a pu confirmer les uns et les autres dans leur approche. Mais **nous partageons tous l'analyse des dérives actuelles de l'Europe libérale et de la nécessité de la réorienter.**

Il faut revenir sur les difficultés actuelles de l'Union. Les progrès réalisés dans les 30 premières années étaient fondés sur un consensus politique fort, et implicite, entre les Etats membres autour de l'idée d'« économie sociale de marché », un mélange de régulation et de libéralisation, de confiance dans l'action publique et dans l'initiative individuelle. Ce consensus n'existe plus dans l'Union à 27. Pour beaucoup, **la concurrence libre et non-fauscée » semble être devenue un objectif dominant.**

Ce malaise a été aggravé par les difficultés économiques d'une grande partie de l'Union. La monnaie unique a contribué à unifier plus étroitement la zone Euro, mais il y a eu également des effets négatifs. La hausse des prix est une réalité. **L'euro est trop cher et pénalise notre activité. Sans coordination des politiques budgétaires, il n'est pas possible d'assurer le pilotage macro-économique au niveau de l'Union avec un budget communautaire représentant seulement 1% du PIB total.**

La politique de la concurrence est maintenant parfois plus exacerbée en Europe qu'aux Etats-Unis. Il y a de nombreux exemples d'entreprises européennes gênées dans leur développement et de services publics fragilisés par l'application dogmatique des règles de concurrence.

4) Une gauche à reconstruire

Face à l'échec du libéralisme et à l'impasse des solutions de ses adversaires, la gauche devrait être en grande forme. C'est malheureusement tout le contraire. **Notre motion part de ce paradoxe : jamais le modèle libéral n'a paru aussi fragile et dans le même temps, rarement la gauche, à l'échelle de l'Europe, a été en si mauvais état.** Comprendre les raisons de cette crise pour la dépasser et reconstruire la gauche : voilà ce que nous proposons aux socialistes.

La gauche française est en panne...

Dans ce contexte, la gauche est en panne. Malgré ses succès collectifs aux élections intermédiaires, le Parti socialiste perd les élections nationales. Nos partenaires sont affaiblis. De nouvelles offres politiques, venues de la gauche comme de la droite, troublent le jeu.

...comme toute la gauche européenne

Motif d'inquiétude supplémentaire : c'est toute la gauche européenne qui va mal ! Les partis socialistes ou sociaux-démocrates gouvernent dans seulement sept des vingt-sept pays de l'Union européenne. Malgré leurs différences de style, les leaders de la nouvelle droite européenne poursuivent le même objectif : démanteler les solidarités collectives de l'Etat-providence pour y substituer des mécanismes marchands, communautaristes, régionalistes, religieux. Partout, l'Etat policier s'affirme à mesure que s'affaiblit l'Etat social.

Alors qu'elle a tant apporté dans le passé, la gauche européenne n'a pas su repenser les compromis historiques qui la fondent, notamment celui qui régit les rapports du capital et du travail, dans un contexte où la mondialisation des économies réduit les marges d'intervention publique traditionnelles. Résultat : elle a donné le sentiment qu'elle ne pouvait pas inverser la tendance dominante, mais simplement en amortir certains chocs, provoquant un éloignement avec les catégories populaires, une part des couches moyennes et nombre de jeunes aussi. S'y ajoutent des données structurelles : montée de l'individualisme et recul des repères collectifs ; affaiblissement des pratiques militantes dans les partis, les syndicats, les associations ; développement d'une vision utilitaire, voire consumériste de la chose publique.

Pour que les Français retrouvent confiance dans la gauche, encore faut-il qu'elle ne se résigne pas !

L'élection de N. Sarkozy en 2007 a marqué une victoire culturelle de la droite autant que son succès électoral. Dans les années qui ont précédé l'échéance, il a malheureusement imposé dans le débat public son vocabulaire, ses slogans, ses recettes. Dans le même temps, le Parti socialiste n'a pas suffisamment travaillé à un projet solide et crédible. Dans les fédérations, des contributions passionnantes étaient rédigées, mais hélas sans réelles suites. Des querelles internes nous ont détourné de l'esprit collectif. Certains en sont venus à croire que la France était devenue de droite.

Soyons lucides: **le Parti socialiste n'a pas gagné l'élection présidentielle depuis vingt ans et sa dernière victoire législative remonte à plus d'une décennie !** A lui seul, ce constat milite pour **un changement en profond.** Si nous ne renouvelons pas notre doctrine, notre fonctionnement, nos comportements, 2012 risque d'être un nouveau rendez-vous manqué. Nous refusons cette fausse fatalité !

Plus que jamais nos valeurs sont d'actualité

Depuis la Révolution de 1789, les femmes et les hommes de gauche ont combattu pour l'accès de tous aux ressources essentielles et contre les inégalités : inégalités de droit, discriminations, écarts de revenus et de fortune que rien ne peut justifier. Depuis près de 150 ans, cette aspiration se traduit par le refus du capitalisme financier et libéral, par le refus résolu d'une « société de marché » où tout serait soumis à la loi de l'offre et de la demande et à l'exigence de rentabilité, où l'homme lui-même ne serait qu'une marchandise soumise au bon vouloir d'autres hommes.

Ces orientations fondamentales ne sont pas dépassées : les dégâts sociaux, écologiques manifestes, mais désormais aussi économiques auxquels ont conduit le néolibéralisme redonnent au contraire une force et une actualité à nos valeurs, nos finalités et nos principes. L'égalité qui va de pair avec la liberté, la laïcité avec la fraternité, la solidarité avec l'émancipation : plus que jamais, les valeurs historiques du socialisme sont d'actualité. Ces valeurs, il faut les garder et les défendre.

Nous pensons que les Français y sont aussi profondément attachés. Ils ne veulent pas que la devise de la République reste cantonnée au fronton des Mairies. Où est la liberté quand le fruit de son travail ne permet pas de se loger correctement et conduit parfois même à ne plus pouvoir envoyer ses enfants à la cantine à partir du 20 du mois ? Où est l'égalité quand un enfant d'ouvrier a deux fois

moins de chances de réussir ses études qu'un enfant de cadre ? Où est la fraternité quand on en vient à envier son voisin, les heures supplémentaires de son collègue de travail et à craindre les immigrés quand ce ne sont pas les jeunes !

Les Français veulent davantage de choix, mais ils savent que l'on n'est pas réellement libre sans égalité. Ils demandent de la sécurité, mais ils veulent de la justice. Ils exigent, à juste titre que l'argent public soit bien dépensé, mais ils sont les premiers à défendre l'école ou l'hôpital lorsqu'ils sont menacés. Ils répondent présents lorsqu'on leur demande de se mobiliser pour les grandes causes.

Pour un socialisme de reconquête

Face à la nouvelle donne, notre rapport critique au capitalisme et notre fidélité aux instruments traditionnels ne suffisent cependant plus à définir le socialisme du XXI^{ème} siècle. Nous devons redéfinir la carte d'identité de celui-ci autour de trois orientations essentielles :

- Un **projet de transformation sociale profonde.** Ne nous contentons pas de « gérer » les évolutions spontanées de l'économie et de la société. Incarnons le progrès, le mouvement, la réforme, la transformation sociale ; plaçons haut notre idéal et n'en perdons jamais l'horizon. Nous continuons de croire à la nécessité et la possibilité de lutter pour une égalité réelle, contre la reproduction sociale et les inégalités de destin. Nous poursuivons toujours l'idéal d'une société plus émancipée, où chacun puisse construire librement sa vie et trouver sa juste place. Loin de la résignation, de la démission devant un individualisme désagréateur, la société de marché, nous voulons plus que jamais proposer aux français un projet collectif qui leur redonne de l'espérance et de la confiance en l'avenir.

Nous voulons faire de chaque individu un citoyen. Etre un citoyen, c'est tout d'abord être **doté de droits réels, donnant à chacun les moyens de prendre sa vie en main.** Cela suppose que l'accès aux droits fondamentaux que sont la santé, l'éducation, le travail, la sécurité ou le logement soit garanti par des protections collectives mises en œuvre par un Etat performant. Le JE a besoin du NOUS pour exister. Etre citoyen, c'est **reconnaître aux autres les mêmes droits que les siens en respectant les règles communes, et respectant les autres.** Nous voulons que chaque homme et chaque femme se sente responsable de son propre destin mais aussi du destin commun. Que chacun remplisse un certain nombre de devoirs à l'égard d'autrui et de la société. Il nous faut dire clairement qu'à chaque droit découlent des devoirs envers la société. Etre citoyen, c'est enfin être **porteur de valeurs collectives de laïcité, de solidarité et de tolérance, tout en gardant une identité particulière à travers sa culture,** son histoire familiale, son attachement à un territoire, son orientation sexuelle, qui doivent être reconnues. C'est retrouver le goût du vivre ensemble, l'envie d'échanger, d'aider, de partager des moments de loisirs, de fête, de sport et bien sûr de culture. Nous pensons que les Français eux aussi aspirent profondément à cette société de solidarité, de responsabilité et de liberté que nous proposons.

- Un **réformisme ancré dans le réel d'aujourd'hui.** S'il nous faut garder nos valeurs, nous devons aussi les confronter aux réalités de la société contemporaine pour mieux adapter nos réponses et nos propositions. Car le monde a changé, le monde continue de changer. Nos réponses doivent changer. Confronter toujours notre idéal au réel, c'est notre devoir.

Répondons aux défis contemporains : celui de la mondialisation à travers la relance des politiques européennes, celui des défis écologiques à travers l'invention d'un nouveau mode de développement, celui du vieillissement et de la fragmentation à travers de nouveaux instruments d'intervention répondant aux nouveaux enjeux de la protection et de la redistribution sociale. Assumons la nécessité d'une gauche responsable!

Assumons la nécessité d'une gauche responsable. Nous combattons sans faiblesse les excès du marché, la recherche effrénée de la rentabilité, les diktats imposés par le capitalisme financier ; mais attentifs aux conditions de la création des richesses, nous encourageons aussi l'investissement utile au

détriment de la rente et de la spéculation, favorisons la prise de risque industrielle, la lutte contre les monopoles abusifs d'entreprises privées qui entravent la dynamique économique, la conquête effective de nouveaux droits économiques et sociaux.

II – Un nouveau modèle de développement économique, social et écologique

En 2012, il faudra des décisions rapides et des signes clairs. Le visage de la France aura été profondément changé par cinq années de sarkozysme. Nous devons anticiper l'ampleur de la tâche en nous fixant des priorités qui répondent aux attentes prioritaires des Français.

A – Produire et partager les richesses

Si la dernière partie du XX^e siècle a consacré la faillite des économies fondées sur la propriété collective des moyens de production, le laisser-faire économique est en train de rencontrer de sérieuses limites. Il échoue non seulement où c'était le plus prévisible –la réduction des inégalités–, mais aussi là où il était censé être le meilleur, l'efficacité. **Face à cet échec du libéralisme économique, un nouveau modèle de production est à inventer.** Nous pensons que dans ce nouveau modèle, la puissance publique – Union européenne, Etat, collectivités locales... – à un rôle fondamental à jouer.

1) La relance du pouvoir d'achat : une nécessité économique et une priorité sociale

Le véritable carcan –et par conséquent la véritable priorité pour sortir du marasme actuel– pour notre économie comme pour les français aujourd'hui, c'est la stagnation du pouvoir d'achat. Sans une relance de celui-ci, les français continueront de souffrir et notre économie ne pourra retrouver le chemin de la croissance. Il nous faudra prendre des mesures rapides et efficaces respectueuses de la compétitivité des entreprises.

Notre priorité sera d'agir sur les salaires par des revalorisations significatives du SMIC ainsi qu'une incitation forte à la négociation salariale dans les entreprises. Les entreprises qui n'ont pas conclu d'accords salariaux depuis deux ans perdront une partie de leurs allègements de charges. Nous faciliterons les hausses de salaires et les embauches en changeant le mode de calcul des cotisations sociales des employeurs. Aujourd'hui assises sur la masse salariale, elles devront aussi prendre en compte les investissements et les profits. Nous mettrons l'accent sur la mise en place une véritable progression professionnelle tout au long de la vie, qui seule permettra l'augmentation durable des salaires par la formation et la qualification, en étroite concertation avec les partenaires sociaux. Une **Conférence Nationale Salariale et Sociale tripartite** se réunira chaque année pour encourager les négociations de branche sur les salaires réels et la revalorisation des minima conventionnels.

Nous prendrons aussi des mesures plus ciblées. Par exemple, pour limiter leur part sans cesse croissante dans le budget des ménages, nous **plafonnerons les loyers là où ils sont trop élevés** dans l'attente de la construction de nouveaux logements. Pour amortir les variations brutales des prix à la pompe tout en répondant à l'impératif écologique, nous rendrons obligatoire le remboursement partout de 50% des frais de transport en commun et devons trouver des solutions transitoires pour les ménages modestes et les classes moyennes qui n'ont pas accès aux transports en commun sous forme d'une **allocation énergie** financée par une **taxe sur les superprofits des entreprises pétrolières**. Elle sera un moyen d'inciter les compagnies énergétiques à la modération et une source de financement pour la solidarité énergétique.

Il faudra redonner enfin redonner de l'air à ceux qui en ont besoin : augmenter l'allocation de rentrée scolaire, ouvrir les allocations familiale au premier enfant et les maintenir jusqu'au dernier et

créer une allocation d'autonomie pour les jeunes majeures qui sont actuellement pour beaucoup dans une situation financière très précaire.

2) Ramener les entreprises vers l'investissement, l'emploi durable et la valorisation du travail

Nous devons modifier le comportement des entreprises afin qu'elles favorisent à nouveau l'investissement, les embauches et valorisent le travail, alors qu'aujourd'hui ce sont les objectifs financiers qui priment dans la plupart des cas. Nous proposons de moduler l'impôt sur les sociétés en fonction de la part des bénéficiaires réinvestis, comme cela existe déjà pour les plus values immobilières (la fiscalité dépend de la destination du bien et de la durée pendant laquelle on le conserve). Nous proposons aussi de taxer les entreprises qui abusent des emplois précaires, avec, comme cela existe dans le domaine du handicap, un prélèvement pour les entreprises dont la proportion d'emplois précaires dépasse un certain seuil, seuil qui pourrait être adapté par branche professionnelle, par la négociation, en fonction des nécessités. Les entreprises qui s'engageraient dans un plan de résorption de l'emploi précaire en seraient exonérées. Le prélèvement servirait à les y aider, et à mieux indemniser les salariés victimes de la précarité. Le CDI doit redevenir la règle.

Par ailleurs, nous sommes favorables à interdire la détention de stock-options pour les principaux dirigeants exécutifs d'entreprises qui les détournent des vrais objectifs de l'entreprise, et de limiter sérieusement les parachutes dorés à des montants définis dans les conventions collectives. Cela n'empêche pas de redistribuer les bénéfices via l'intéressement et la participation, sans que cela ne se substitue aux salaires. Les stocks options doivent être réservés aux jeunes entreprises en croissance, où elles sont vraiment utiles. Tous ces mécanismes devront être soumis à l'impôt au même titre que les revenus salariaux.

Il faut sanctionner les licenciements abusifs, décourager totalement les licenciements boursiers en faisant payer aux entreprises qui en ont les moyens le reclassement des salariés et la création des emplois supprimés. En même temps ; des entreprises peuvent traverser une mauvaise passe, et les banques ne sont parfois plus là pour les aider. Nous sommes favorables à la création de **fonds français ou européens** destinés à accompagner les entreprises saines sur le plan économique mais qui peuvent rencontrer des difficultés passagères.

Nous favoriserons, à l'échelle française et européenne, une gouvernance partenariale d'entreprise qui aille dans le sens d'une démocratisation, du développement durable et de l'intérêt des salariés : nous instaurerons par exemple la participation minimale des salariés au capital (5%) et aux droits de vote (10%) des sociétés cotées ; nous imposerons la participation obligatoire de leurs représentants au conseil d'administration ou de surveillance des grandes entreprises, ainsi que la parité au sein de ces conseils ; nous favoriserons le développement des structures coopératives et d'économie mixte. Nous engagerons le **renforcement du syndicalisme, nous y reviendrons.**

Dans notre politique de l'emploi, **priorité sera accordée aux exclus du marché du travail**, les plus jeunes et les plus âgés, ainsi qu'à l'amélioration de la situation des femmes, encore fortement discriminées. Tout jeune qui a quitté précocement le système scolaire devra pouvoir avoir accès plus tard dans sa vie, le cas échéant sous d'autres formes, aux formations dont il n'a pas bénéficié initialement. Pour favoriser le maintien dans l'emploi des salariés les plus âgés, il faudra leur permettre un **accès effectif à la formation professionnelle**. Nous demanderons aux partenaires sociaux de négocier l'obligation pour chaque entreprise de proposer un bilan professionnel à tous les travailleurs âgés de 45 ans. L'expérience est une chance pour la nation : alors, arrêtons le gâchis qui consiste à écarter les seniors de l'entreprise. L'accès des femmes à la formation professionnelle sera amélioré ; les sanctions pour non respect des lois sur l'égalité seront renforcées. Enfin, la réduction de la pénibilité du travail et la prévention des maladies professionnelles sont deux questions fondamentales sur

lesquelles nous agissons avec la plus grande détermination.

3) Engager la montée en gamme de notre appareil productif par la recherche, l'éducation et la formation

Pour nous, la croissance molle de notre pays n'est pas une fatalité à condition de reconnaître d'abord que la France ne peut pas se passer d'une base industrielle solide et suffisamment spécialisée. Le développement des services et notamment des services à la personne sera encouragé, mais ils ne pourront à eux seuls endiguer la désindustrialisation. **L'Europe est l'espace indispensable de la régulation dans la mondialisation.**

La clef de la compétitivité retrouvée de notre appareil productif, ce n'est pas l'abandon de pans d'activité, mais sa montée en gamme. C'est la principale leçon qu'il faut tirer des situations comparées de la France et de l'Allemagne, qui dispose d'une production diversifiée et de très haut de gamme ainsi qu'un large tissu de moyennes entreprises performantes à l'exportation. Dans ces domaines, la France est en retard. Y remédier suppose une véritable stratégie visant à nous situer à la pointe du progrès technologique en commençant par un effort considérable de soutien à la recherche afin qu'elle retrouve son rang. **L'objectif de 3% du PIB consacré à la recherche** est plus que jamais d'actualité car contrairement aux engagements avancés, nous n'en prenons pas le chemin. Le chercheur doit être reconnu comme un repère dans notre société. Il n'y a qu'en France que le doctorat est un diplôme moins reconnu – y compris financièrement – qu'un diplôme d'ingénieur. La reconnaissance du niveau du doctorat par les conventions collectives et la revalorisation significative des bourses de doctorat sont des mesures à prendre sans délai.

Les pôles de compétitivité doivent être repensés et d'avantage soutenus pour atteindre une réelle dimension mondiale. L'entrée dans la société de la connaissance implique la mise en oeuvre d'une stratégie globale de développement du numérique en France. Politique publique qui devra se décliner par des investissements publics en direction des réseaux, des infrastructures, des usages et de leurs développement, par la recherche de croisement avec d'autres secteurs sources de nombreux potentiels de croissance (e-santé; e-éducation).

Au-delà, nous pensons qu'il est indispensable **d'agir au niveau européen** : nous proposons la création d'une politique européenne forte pour la recherche utilisant le mécanisme des coopérations renforcées pour avancer avec les pays qui le souhaitent, sans exclusive, afin de mutualiser les moyens, développer les grands projets et créer un espace européen unique pour les entreprises innovantes (brevet européen) pour les chercheurs.

4) L'intervention publique est indispensable face aux défaillances et à la myopie du marché

Débarrassons-nous de cette réputation absurde selon laquelle socialisme et création, socialisme et esprit d'entreprise seraient incompatibles.

Nous sommes favorables à la mise en place d'un **fonds souverain France**, qui pourrait être créé autour de la Caisse des Dépôts et Consignations. Il aura pour objectif d'intervenir dans des secteurs jugés stratégiques pour la France et de servir de levier à une nouvelle politique industrielle française. Nous devons inventer les Airbus, les TGV de demain. Une politique industrielle nationale devra également clarifier et coordonner tous les acteurs institutionnels qui interviennent dans le domaine du développement économique : répartition plus claire des compétences entre collectivités territoriales, réexamen du rôle des chambres de commerce, remise à plat des agences nationales créées depuis 2002. Nous pourrions aussi expérimenter de nouvelles modalités de l'intervention publique : plutôt que subventionner à fonds perdu, pourquoi ne pas généraliser les avances remboursables ? Pourquoi ne

pas permettre aux collectivités territoriales de prendre des participations dans les entreprises particulièrement importantes pour leur territoire, comme en Allemagne ? D'une manière générale, la conditionnalité des aides économiques doit devenir la norme.

Dans le même ordre d'idées, il faut nous préparer au retour d'industries sur notre territoire. L'entrée dans l'ère du pétrole cher, qui change radicalement la donne économique, la suppression des stocks, la capacité de coller aux attentes de la clientèle, la rapidité d'intégration des innovations compensent déjà dans certains domaines les écarts de salaires avec les pays en développement, salaires qui par ailleurs augmentent. Il faut bien sûr commencer par le haut des filières, les biens les plus sophistiqués, puis remonter celles-ci le plus loin possible. Nous avons la chance d'avoir **un tissu dense de PME dynamiques**. Mais elles ont encore du mal à se développer et à exporter. Il faut les conforter en leur réservant une part des marchés publics et en leur facilitant l'accès au crédit et à la recherche. Nous créerons pour cela une « **Small Business Administration** » à la française.

L'Etat doit faciliter l'exploration de nouveaux gisements d'emploi à développer : métiers de l'environnement, bien sûr (éco-construction, recyclage des produits, production d'énergie renouvelable)...mais aussi à tout ce qui touche à la satisfaction des aspirations à la qualité de vie entendue au sens large. Les évolutions dans nos styles de vie, la transformation des structures familiales, l'importance de la participation des femmes dans la vie professionnelle, le vieillissement de la population, etc., tout cela crée de nouveaux besoins. Ils ne sont aujourd'hui que très partiellement satisfaits par le marché. C'était l'idée des emplois-jeunes. Il y a là toujours des gisements d'emploi pour un " *tiers secteur* " pour lequel il faut mobiliser des ressources privées et des fonds publics.

5) Réformer le système financier

La crise financière et bancaire des derniers mois a montré les limites d'un système. Face aux dérèglements incontrôlés de l'hyper-capitalisme financier actuel, il est impératif d'améliorer la régulation financière. Faute de quoi, « bulle » après « bulle », la finance détruira l'économie réelle.

Il faudra renforcer les règles de prudence des banques et les systèmes de surveillance des marchés ; créer des mécanismes d'alerte précoce au niveau du FMI et des superviseurs européens ; assurer la transparence du système en commençant par supprimer les conflits d'intérêt des agences de notation ; lutter réellement contre les paradis fiscaux.

Enfin, une **taxe mondiale pour ralentir les mouvements de capitaux** doit rester un objectif.

6) Réorienter les politiques européennes au service de la croissance et de l'emploi

La monnaie européenne doit désormais être utilisée pleinement comme un outil économique. Nous souhaitons que les objectifs de la banque centrale soient redéfinis pour intégrer, sans renoncer à la lutte contre l'inflation, la croissance et l'emploi. Dans l'attente, nous proposerons à nos partenaires que le parlement européen délibère sur un objectif d'inflation ; que l'Eurogroupe se dote d'une vraie compétence en matière de changes. La Banque Centrale devra rendre compte de son action. Nous proposerons à nos partenaires le lancement de grands emprunts par la Banque Européenne d'investissement (BEI) ou la BERD afin de financer de nouvelles infrastructures (transport, énergie...), de nouvelles technologies ou dans la recherche. Souscrits par des pays extérieurs à l'Union Européennes, ces emprunts permettront également de ramener l'euro à une meilleure parité face au dollar, soutenant ainsi nos industries à l'exportation.

En matière de politique commerciale, nous souhaitons que l'Union Européenne adopte une politique prenant en compte les difficultés qui pèsent sur nos entreprises les plus exposées et les plus fragiles. **Les tarifs extérieurs doivent être justement calibrés afin de permettre à nos industries sous pression de se moderniser sans pour autant menacer la croissance des pays en**

développement. Chine, Russie, Brésil, Etats-Unis protègent leurs savoirs faire et leurs secteurs clés, l'Europe doit le faire également sans pour autant tomber dans le protectionnisme mais en recherchant une politique du « juste échange ». Le droit européen de la concurrence et des OPA devra être adapté en faveur de la maîtrise des centres de décisions considérés comme stratégiques.

B – Faire entrer l'écologie dans l'ensemble de nos politiques

1) Prendre la mesure du nécessaire changement de civilisation

L'écologie a longtemps été une question périphérique pour le parti socialiste. Nous avons pleinement pris conscience que notre génération a une immense responsabilité. Des dommages irréversibles ont déjà été causés à notre planète. A nous de nous mobiliser pour en éviter d'encore plus catastrophiques. Nous avons pris la mesure du changement de civilisation et du caractère spécifique et inédit de la crise d'épuisement des ressources naturelles ; il doit maintenant se traduire dans les actes et dans les propositions du parti socialiste.

L'exigence écologique est le prolongement du socialisme. Nous pensons que la question écologique n'est pas et ne doit pas être déconnectée de la question sociale. Par exemple, instaurer des aides à l'isolation ou développer les transports en commun, c'est répondre à la fois au défi écologique mais aussi à la question du pouvoir d'achat. C'est la raison pour laquelle nous pensons que ces deux mesures doivent être des priorités fortes pour les socialistes. Nous soutenons à ce titre l'initiative de la commission environnement de l'ONU d'écrire une nouvelle déclaration des droits de l'homme qui soit à la fois solidaire et écologique.

Nous ne pensons pas que principe de précaution et progrès soient antinomiques. Nous voulons à la fois incarner l'un et l'autre. Le principe de précaution doit s'appliquer dès lors que les conséquences d'un progrès technologique sont mal connues ou les risques disproportionnés pour l'environnement. Nous refusons à ce titre la dissémination des OGM et par conséquent nous reviendrons sur la loi de mai 2008 qui contrairement aux promesses du Grenelle de l'Environnement, ne l'interdit pas. Nous en appelons à une véritable démocratie scientifique et technique pour orienter et peser sur le progrès technique.

Enfin, nous devons faire du défi écologique un atout différenciant pour notre pays. L'économie de l'environnement créera, à court terme, beaucoup plus de richesses que celle liée à sa destruction. A l'heure de la contrainte énergétique, de la crise alimentaire et de la rareté des matières premières, nous affirmons avec force que la croissance économique et l'impératif écologique constituent un seul et même enjeu.

2) Préparer l'après pétrole

Le Grenelle de l'Environnement a été un espoir, il est aujourd'hui une déception. Ni la volonté, ni les moyens ne sont au rendez-vous lorsqu'il s'agit de passer à l'acte. Cela n'a rien d'étonnant : l'écologie est incompatible avec le laisser faire prôné par la droite. Elle suppose au contraire un volontarisme dont seule la gauche est porteuse. Il nous faudra réellement préparer l'après pétrole, en refondant la politique énergétique sur une priorité absolue à l'efficacité et la sobriété, autant que sur la recherche et l'innovation. Cela passera par la fixation d'objectifs quantitatifs et d'un calendrier précis dans un Plan Climat digne de ce nom.

Nous devons agir dans tous les domaines. **Il faut nous déplacer autrement**, en développant massivement les transports en commun – notamment le tramway, le tram-train...-, le transport combiné de marchandises limitant la route aux derniers kilomètres, les modes innovants de transport -comme les

vélos en ville, les navettes fluviales, l'auto-partage, le covoiturage-, et en réduisant au maximum la pollution des automobiles par le développement des moteurs hybrides.

La question énergétique est également essentielle. En commençant par les **économies d'énergie. La première des énergies renouvelables est celle que l'on ne consomme pas.** Les nouvelles constructions doivent impérativement être à basse consommation d'énergie. Elles doivent aussi produire leur propre énergie notamment par le solaire, la géothermie... Il ne faut pas négliger les bâtiments anciens, qui consomment le plus. **Les aides à l'isolation sont doublement indispensables pour économiser l'énergie et pour réduire les charges.**

Il faut aussi **aménager différemment le territoire.** Parce que la ville écologique sera une ville dense, il faut revoir les règles d'urbanisme pour éviter l'étalement urbain tout en luttant contre l'imperméabilisation des sols. La préservation du foncier est un enjeu majeur pour les générations futures ; les Etablissements Publics Fonciers Régionaux devront être généralisés pour mieux juguler cette course en avant. Il faudra réduire les emballages et aller jusqu'au bout du recyclage des déchets ou de leur valorisation énergétique comme par exemple avec des bus roulant désormais au gaz produit par les résidus ménagers. **L'agriculture biologique ou raisonnée** doit être favorisée en aidant aux reconversions de cultures, en soutenant la recherche agronomique, en réduisant l'usage des pesticides et des engrais de synthèse par une taxation au profit de la chimie verte...L'Etat devra montrer l'exemple par la commande publique, qui devra comporter systématiquement des clauses environnementale.

S'agissant du nucléaire, le fonctionnement et le renouvellement de la filière, dans notre pays, doivent se faire, tout en réduisant sa part dans la production d'électricité, qui est indéniablement trop élevée. Simultanément, le programme de maîtrise des déchets doit être amplifié et le pouvoir d'une autorité de sûreté indépendante renforcé, objectif ô combien essentiel comme l'ont montré les derniers incidents dans les centrales nucléaires.

Au plan européen, nous prônons la constitution d'une **coopération renforcée dans le domaine de l'énergie** jouant le rôle qui a été celui de la CECA (communauté européenne du charbon et de l'acier). Cette coopération permettra à l'Europe de parler d'une seule voix face aux pays producteurs, de mutualiser les approvisionnements et d'élaborer en commun notre stratégie énergétique à long terme.

Au niveau national et européen, une véritable politique industrielle pour les produits technologiques propres doit être mise en œuvre. Il faut aussi repenser les modes de production et de distribution pour favoriser la qualité et la proximité. Agir par le levier de la révolution numérique pour innover, changer nos modes de production, de travail, de penser, en promouvant une société de la connaissance ouverte.

3) Instaurer une fiscalité écologique incitative et redistributive

Nous voulons promouvoir une **nouvelle fiscalité écologique, progressive, qui répercute le coût des pollutions et régule le système économique en permettant à la fois l'atténuation du choc du changement pour les plus modestes et l'adaptation nécessaire de nos modes de production et de consommation.** Par exemple en affectant le produit de cette fiscalité en priorité au financement d'aides à l'isolation ou de transports en commun. Une **contribution climat-énergie** annoncée lors du Grenelle de l'environnement mais enterrée depuis, devra être créée pour éviter que les économies les plus vertueuses soient commercialement pénalisées. Cette exigence environnementale devra également être reflétée dans les négociations européennes avec nos partenaires (Etats-Unis, Chine, Brésil, Russie notamment).

III - Bâtir une société de solidarité, de responsabilité et de libertés

Le pacte social inventé au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale est en crise. Face à ces difficultés, la droite libérale défend l'idée qu'il faut rejeter le principe même de la solidarité collective. Les socialistes doivent tenir bon sur leurs principes et engager le processus de reconquête idéologique. D'autant plus que les français ne demandent pas moins d'interventions de l'Etat, mais des actions et des protections plus efficaces. L'assurance chômage ne couvre plus qu'un demandeur d'emploi sur deux. Les retraites sont de plus en plus incomplètes. On renonce à se soigner pour des questions financières. Le droit au logement, comme le droit au travail, ne sont pas assurés. Les fractures territoriales se creusent. Pour nous, c'est un défi considérable : inventer un nouveau contrat social pour le XXIème siècle.

Pour refonder la solidarité et permettre à chaque individu de s'émanciper en lui fournissant les moyens de choisir sa façon de vivre, ses liens, ses affiliations, ses références et ses pratiques culturelles, l'intervention de la puissance publique est indispensable. Mais elle doit mieux prendre en compte la diversité des situations et des attentes qu'elles créent en faisant descendre l'action correctrice de la politique au plus près de l'individu. Cela va du service publique de la petite enfance où les modes de gardes doivent être diversifiés ; à l'école où les parcours scolaires doivent être individualisés et les moyens apportés dimensionnés aux difficultés de chaque école ; la durée du travail doit être organisée par chacun tout au long de sa vie professionnelle.

Nous laissons à la droite les combats d'arrière garde sur les 35 heures et nous nous tournons vers l'avenir. Il faut dire les choses simplement. Les 35H ont été faites pour créer des emplois et cet objectif a été atteint. Elles sont là et elles le resteront car les Français y sont attachés. Au-delà des 35H, il faut continuer à repenser le temps de travail, en y intégrant la formation, le chômage, mais aussi les modalités de départ en retraite pour permettre par exemple des départs en retraite progressifs, prenant en compte la pénibilité du travail et l'espérance de vie tout en favorisant la transmission de savoirs aux jeunes.

A – La solidarité au cœur de notre projet pour la France

1) Assurer l'égalité réelle des chances en commençant par l'Ecole

Nous savons que tout commence par **l'éducation** et que tout y revient. **Nous sommes convaincus que le triptyque laïcité-mixité-gratuité fonde l'égalité républicaine et que ses remises en cause doivent être dénoncées et combattues par le Parti socialiste.** L'Ecole publique, véritable socle de la démocratie et de la République, bénéficiera de toute notre attention. La crise de l'école, dont chacun parle à satiété depuis plus de trente ans, est d'abord une crise de confiance dans l'école. Suppression de postes, suppression de la scolarisation à partir de deux ans, suppression de la carte scolaire, passage à la semaine de quatre jours : **la droite est en train de démolir l'école de la République**, alors que celle-ci aurait justement besoin d'être aidée dans les difficultés qu'elle rencontre. Chacun sait par exemple que l'école sur quatre jours nécessite une attention et une concentration trop importantes pour un enfant de l'école primaire, et carrément insupportable pour ceux qui sont en difficulté. Nous nous opposons à cette diminution du temps scolaire, et nous refusons la restriction du champ de l'éducation, pour les enfants en difficulté, au « lire, écrire, compter », qui est bien sûr nécessaire, mais tellement insuffisant. Comment par exemple comprendre le monde si l'on ne maîtrise pas l'Histoire et la Géographie ? A rebours des orientations actuelles, l'Ecole mérite une ambition forte.

Une grande ambition pour l'école de la République

Il faudra donc réparer, mais aussi réformer en profondeur l'Éducation nationale, en

s'appuyant sur les enseignants -dont le rôle majeur dans la société doit être mieux reconnu-, ainsi que sur les parents. Face à la diversité des élèves, l'individualisation des parcours scolaires, et donc des pratiques pédagogiques, est le seul moyen de placer les enfants à égalité et de recréer un sentiment d'appartenance à une communauté éducative au service de tous. Chaque enfant a son histoire, son rythme d'acquisition qu'il faut respecter pour bâtir, avec lui, son parcours vers la réussite. Il faut repérer les problèmes et épauler les élèves dès que les difficultés apparaissent, sortir ceux qui sont momentanément plus lents ou, au contraire, plus rapides que les autres, du carcan de l'emploi du temps préétabli dès la rentrée et du groupe figé de la classe. Les enseignants sont parfaitement capables de faire preuve d'imagination et d'autonomie, afin que chaque élève soit mis la bonne voie, avec les bonnes méthodes, le bon accompagnement. **L'Ecole de la République doit être l'école de tous, pas l'école d'un élève idéal !**

Mais pour mener une telle politique, il va falloir donner à chaque école les moyens dont elle a besoin. Le phénomène de ségrégation territoriale a eu pour conséquences de très fortes disparités entre établissements scolaires. Certains concentrent des familles cumulant toutes les difficultés sociales et économiques. D'autres, au contraire, regroupent des familles ayant toutes les chances de leur côté. **La suppression de la carte scolaire accentue ces inégalités.** Nous ne sortirons durablement de cette situation qu'en recréant partout de la mixité sociale, par de grandes opérations de renouvellement urbain. **Dans l'attente, il faut moduler fortement le nombre d'élèves par classe, pas plus de quinze là où c'est le plus difficile et pourquoi pas jusqu'à trente dans les classes où les élèves ont beaucoup de facilité.** Pour relancer concrètement l'ascenseur social, entre 5 à 10% des élèves de tous les lycées doivent avoir accès aux filières d'excellence. Il faut aussi encourager les enseignants les plus aguerris à enseigner là où c'est le plus difficile, naturellement en contrepartie d'avantages professionnels. Nous défendons la généralisation des projets éducatifs globaux, qui s'organise autour de chaque école dans certaines communes, à toutes les écoles françaises. Ils permettent, au-delà des programmes de l'éducation nationale, d'ouvrir les enfants à la culture, à la citoyenneté, à la protection de l'environnement...et ainsi de mieux réussir aussi les apprentissages fondamentaux. Nous insistons aussi sur la nécessaire défense de l'école maternelle, aujourd'hui mise en cause par certains. Elle représente le lieu fondateur de l'apprentissage de la langue.

Un engagement prioritaire pour l'enseignement supérieur

L'avenir de la France passe par une relance de la démocratisation de l'enseignement supérieur. L'objectif de consacrer 3 % de notre PIB à la recherche dépend aussi du nombre des étudiants qu'on fait réussir à l'université. La démocratisation de l'enseignement supérieur ne doit en effet pas se contenter d'une simple « massification » des premiers cycles universitaires, mais parvenir à résorber l'échec, notamment en première année. La mise en place de cours spécifiques de remise à niveau, une orientation plus à l'écoute des véritables aspirations des étudiants, une déspecialisation des premiers cycles, font partie des réformes urgentes pour faire cesser ce gâchis humain.

La relance de la démocratisation de l'enseignement supérieur ne pourra pas non plus laisser en l'état le système des grandes écoles. Il est totalement anormal que les élèves qui ont les meilleures performances scolaires dans le secondaire soient « préemptés » par un système qui les tiendra éloignés de toute activité de recherche, alors que tout le monde s'accorde à dire que la recherche et l'innovation sont l'une des conditions du progrès de notre économie.

Deux autres questions essentielles sont à régler. La première est celle des moyens. Sait-on que l'Etat investit 7000 euros par an et par étudiant à l'université contre 14 000 en classes préparatoires ? Il faut en finir avec les cours et TD assurés dans des classes surchargées et par des enseignants précarisés et mal rémunérés ; permettre à ces derniers de continuer à assurer dans les meilleures conditions leurs missions d'enseignement et de recherche ; mettre en place des formations professionnalisantes de haut niveau ; favoriser le rapprochement université-grandes écoles.

La deuxième est celle de la paupérisation croissante des étudiants. Aujourd'hui, plus de 20% vivent en dessous du seuil de pauvreté alors qu'ils étaient moins de 5% il y a 30 ans. C'est une des causes majeures d'échec. **Nous devons mettre en place l'allocation d'autonomie réclamée depuis longtemps par l'UNEF et le MJS.** Ce n'est pas un luxe, mais une urgence sociale et aussi une question de justice car aujourd'hui les étudiants de familles aisées, à travers les mécanismes de réduction d'impôt (parts fiscales..) sont plus aidés que les autres.

L'égalité des chances passe aussi par la sécurité sociale professionnelle tout au long de la vie

La formation ne doit pas s'arrêter à la porte de l'Education Nationale. Tout d'abord, nous n'acceptons pas qu'à 20 ans, tout soit joué, comme c'est malheureusement trop souvent le cas. Nous proposons un **crédit-études** qui permettra à ceux qui ont interrompu leur scolarité sans cursus supérieur de reprendre des études plus tard. Ensuite, le modèle classique des salariés faisant toute leur carrière dans la même entreprise est aujourd'hui derrière nous. L'usine formait, intégrait, cotisait pour la maladie et la retraite. On y rentrait à 16 ans, on y faisait carrière jusqu'à la retraite ; et on y était protégé par des syndicats puissants. Chacun sait aujourd'hui qu'il changera d'entreprise, fera peut-être plusieurs métiers. On peut le regretter, nous pensons qu'il ne le faut pas : la mobilité peut être l'opportunité de carrières professionnelles plus riches à condition de bien l'organiser. Il faut pour cela créer une véritable **sécurité sociale professionnelle**. Nous mettons plusieurs propositions en débat dans ce cadre : des contrats de développement professionnel transférables d'une entreprise à l'autre pour organiser des carrières à nouveau tirées vers le haut ; des comptes formation, régulièrement, suffisamment et équitablement alimentés (par exemple un jour de formation tous les deux mois) pour garantir un égal accès à la formation professionnelle ; des périodes de chômage transformées en temps de formation et mieux indemnisées pour rebondir plutôt que de s'enfoncer. Nous proposons la création d'une Agence de l'emploi et de la progression professionnelle pour accompagner chacun dans ces nouveaux parcours professionnels (créée à partir des organismes existant comme l'ANPE, l'AFPA...).

Pour un vrai service public de la petite enfance

Avec les collectivités locales, les représentants des enseignants, des parents et des spécialistes de l'enfance, il est impératif d'organiser dans notre pays un **service public de la petite enfance** : il apportera des solutions pour répondre aux attentes des parents, en termes d'horaires, de localisation, d'organisation. Assistantes maternelles agréées, halte garderies, crèches familiales, associatives ou municipales..., nous voulons développer toutes les solutions permettant aux parents de mieux concilier vie professionnelle et vie privée, en privilégiant les modes de garde collectifs et professionnalisés qui garantissent tout particulièrement l'égalité des chances. C'est une pièce majeure pour l'égalité des chances des enfants et pour lutter contre le chômage et la précarité féminine.

2) Garantir les droits fondamentaux : santé, logement, retraite...

Restaurer le droit à la santé

Notre système de santé était excellent, notamment grâce à l'hôpital public. L'espérance de vie, particulièrement chez les femmes, s'est accru sans cesse ; nous avons gagné onze ans depuis la Libération. Mais l'équilibre de la sécurité sociale est de plus en plus menacé. **L'hôpital public est attaqué.** De plus en plus de Français doivent renoncer à se soigner à cause de leurs difficultés financières.

Sauver l'hôpital public et garantir la présence des médecins sur tout le territoire

Alors, que faire ? **Nous remettrons l'hôpital au cœur du système de santé et rétablirons un équilibre juste avec le secteur privé, qui ne doit pas s'arroger les soins les plus rentables. Nous garantirons à chaque région une présence minimum de médecins dans chaque spécialité dès la sortie du concours de l'internat.** Pour préserver les ressources de l'assurance maladie sans porter

atteinte à l'emploi, nous élargirons l'assiette des cotisations patronales des salaires vers la valeur ajoutée et reviendrons à une péréquation des financements entre les établissements et les territoires. Des moyens importants devront être dégagés sur la prévention à l'école comme au travail, mais aussi grâce à des grandes campagnes d'information et de dépistage pour mieux prévenir les maladies par exemple sur les comportements à risques et sur la nutrition. La meilleure économie pour la sécurité sociale reste l'absence de maladie. Il faut donc la prévenir pour l'éviter. Enfin, les taxes sur la santé instaurées par la droite –les mal nommées mais désormais fameuses « franchises médicales », qui sont d'une rare injustice, seront supprimées.

Une politique ambitieuse face à l'explosion des maladies professionnelles

Nous devons rappeler que la régression sociale se lit d'abord concrètement, physiquement, dans le corps des hommes et des femmes. **Aujourd'hui, les ouvriers ont par rapport aux cadres une espérance de vie inférieure de six ans.**

Notre engagement doit être de **faire des conditions de travail un élément majeur du progrès collectif**. L'absence d'inspecteurs du travail en nombre suffisant et de réelles prérogatives à la médecine du travail, notamment, ont fait de notre pays un mauvais élève parmi les pays développés ! Les troubles musculo-squelettiques ont pris une ampleur préoccupante. **Il n'y a pourtant pas de fatalisme**. Sans diminuer la productivité, il est possible d'améliorer le sort des salariés en responsabilisant financièrement les entreprises. La qualité du travail doit être vue comme une clef de l'innovation.

Inscrire le droit au logement dans les faits

Au mal-logement s'ajoute désormais des niveaux de loyers qui deviennent insupportables pour beaucoup de familles. S'il est un marché qui ne fonctionne pas, c'est bien celui-là. Or, c'est un domaine dans lequel l'État a les coudées franches. C'est sur l'offre qu'il faut mettre la priorité : il faut construire, beaucoup, et rénover.

Un premier pas avait été franchi avec la loi Solidarité et renouvellement urbain, fixant un minimum de 20 % de logements sociaux dans toutes les communes à partir d'une certaine taille. Nous devons aller beaucoup plus loin : **renforcer drastiquement les pénalités pour les communes qui ne remplissent pas leurs obligations, voire demander aux préfets de se substituer à celles qui sont défaillantes**. Fixer une règle des « trois tiers bâtis » -logements sociaux, logements intermédiaires, logements libres- qui devra être respectée par les promoteurs dans chaque programme de construction d'une certaine taille. La cession à l'euro symbolique des terrains de l'État aux communes qui s'engagent sur plus de deux tiers de logement à loyers maîtrisés devrait être décidée. En attendant que ces mesures produisent leurs effets, nous croyons nécessaire de bloquer les loyers pendant quelque temps, à tout le moins dans les zones où ils atteignent des niveaux insoutenables pour les habitants.

Des retraites garanties par la consolidation du système par répartition

Nous partageons deux convictions essentielles. La première est la nécessaire consolidation du système de retraite par répartition, qui est un des piliers majeur du pacte social français. Tout système individualisé porte en germe l'accroissement des inégalités. Nous ne sommes pas opposés à un allongement de la durée de cotisations suivant l'allongement de la durée de vie qui prend en compte la pénibilité du travail –chacun peut en comprendre la nécessité -, mais cela ne saurait constituer la seule source de financement. La **prise en charge de la dépendance** exigera de toute façon de trouver des financements. Il faut reprendre l'alimentation du fonds de réserve des retraites et élargir l'assiette des cotisations retraite pour y intégrer les revenus du capital.

Le préalable indispensable à l'allongement de la durée de cotisation est l'augmentation du taux d'activité des seniors. Il n'est pas acceptable de demander de travailler plus longtemps alors que plus

de 60% des salariés ne sont plus en emploi lorsqu'ils liquident leur retraite. Nous proposons pour cela d'instaurer **une sur-cotisation retraite temporaire pour les entreprises dont la proportion de salariés de plus de 50 ans est excessivement faible**. Nous souhaitons également un système de cotisation plus juste et plus incitatif prenant en compte l'espérance de vie et la pénibilité des travaux effectués. Il faut aussi traiter simultanément la question du pouvoir d'achat des retraités : revaloriser le minimum vieillesse, améliorer les taux de remplacement pour garantir le pouvoir d'achat des retraités.

La deuxième conviction est qu'il faut sortir de la seule logique financière. On en vient aujourd'hui à considérer l'augmentation de l'espérance de vie comme un problème alors que c'est une chance mais aussi un nouveau défi qui appelle la définition d'une grande politique en faveur des seniors aujourd'hui inexistante au parti socialiste. Comment éviter l'effet couperet de l'arrêt brutal d'activité professionnelle ? Comment favoriser l'engagement citoyen ? Comment garantir l'accès à la culture, au sport et aux loisirs ? Comment aussi lutter contre l'isolement ? Comment favoriser le brassage intergénérationnel ? Comment prendre en charge dignement les personnes dépendantes, mais aussi aider les aidants ? Voilà autant de questions auxquelles il nous faudra apporter des réponses.

Une politique familiale qui prenne en compte la diversité des familles

La famille constitue la base de l'éducation et le lieu premier de la constitution de repères. C'est là que se nouent les relations affectives les plus fortes. Mais la famille est devenue plurielle, diverse. Nous devons prendre en compte cette réalité. La politique familiale doit accompagner cette diversité familiale nouvelle, pour protéger les enfants et soutenir parfois les parents en difficulté dans leur mission éducative. Des avancées ont déjà eu lieu : l'autorité parentale partagée, la garde alternée, la pleine reconnaissance des pères -livret de paternité, congé de paternité-. Pour élargir les capacités d'éducation, les réseaux de parentalité ont par ailleurs besoin d'être encouragés et développés. Nous sommes en outre favorables à la création d'un congé parental de six mois par exemple au-delà du congé maternité, qui devrait être partagé entre les deux parents. **Nous sommes favorables à ouvrir le mariage et l'adoption aux couples homosexuels.**

Pour que tous les enfants puissent avoir les mêmes droits, quels que soient la structure de la famille et les revenus de ses parents, nous soutenons l'idée d'un recyclage des parts fiscales vers des allocations familiales plus élevées aboutissant à des aides familiales égales pour tous, le versement des allocations familiales dès le premier enfant et leur maintien jusqu'au dernier, leur répartition entre les deux parents en cas de divorce sauf décision contraire du juge. Nous défendons la création d'une allocation d'autonomie pour mettre fin à l'insupportable paupérisation des étudiants.

3) Redistribuer les richesses entre les hommes et les territoires

Une vraie réforme fiscale rétablissant le rôle réellement redistributeur de l'impôt

Nous proposerons une grande réforme fiscale poursuivant trois objectifs : la justice fiscale par la redistribution, la recherche de comportements vertueux par l'incitation, la prise en compte des évolutions de la société. S'agissant des ménages, nous sommes favorables à une progressivité des impôts locaux. Nous réduirons les niches fiscales (70 milliards d'euros aujourd'hui) et supprimerons le bouclier fiscal afin de rétablir la progressivité de l'IR. Nous reviendrons sur l'augmentation des plafonds d'exonération de droits de succession. Nous instaurerons l'imposition individuelle et à la source, le recyclage des parts fiscales vers des allocations familiales plus élevées aboutissant à des aides familiales égales pour tous alors qu'aujourd'hui ce sont ceux dont les parents ont les revenus les plus élevés qui sont le plus aidés.

Défendre les services publics, patrimoine de ceux qui n'en n'ont pas

Les services publics sont un instrument essentiel pour faire reculer les inégalités et pour préparer l'avenir. Ils participent à l'aménagement et à l'équilibre de nos territoires. Ils ne peuvent pas

être soumis à une stricte obligation de rentabilité. Malheureusement, devant les attaques de la droite, la paupérisation, la privatisation, la dérégulation, sont la réalité du service public. Nos territoires, en particulier ruraux, sont les premiers touchés par cette politique de désengagement. **Les socialistes doivent réaffirmer avec force que la puissance publique est souvent la seule à pouvoir assurer, durablement, égalité d'accès, péréquation tarifaire, continuité du service, aménagement du territoire et investissements stratégiques à long terme -non immédiatement rentables, bref de garantir l'intérêt général.** Loin de la seule défense figée de l'existant, il s'agit maintenant de réhabiliter et d'élargir la sphère des services publics.

Il faut renforcer les services publics là où réside la population, et notamment dans les banlieues et pas seulement dans les centres-villes des grandes agglomérations. Mais il faut aussi garantir l'accès aux services publics dans les territoires ruraux peu denses. Parce que les iniquités territoriales sont aussi des iniquités sociales. **Les destins dépendent trop, en France, du lieu de résidence, pour que nous acceptions de laisser les services publics désertier des pans entiers de notre pays.** Notre Parti néglige depuis longtemps ce qui est un des axes des revendications de nos concitoyens : les déplacements et les transports collectifs. Ils seront au cœur de la prochaine campagne des élections régionales et constituent déjà un engagement budgétaire massif des conseils régionaux.

Nous encouragerons le développement d'un **secteur économique solidaire ou « socialisé »** : coopératives, réseaux de distribution alternatifs, services publics en régies publiques... Nous encouragerons fortement la constitution d'un **véritable service public local de l'eau**. Au lieu de « voler au secours de la victoire », en versant des subventions d'aubaine aux grands groupes, en privilégiant les territoires qui sont déjà privilégiés, l'État ferait mieux de continuer à structurer le territoire, à le préparer aux enjeux de demain. **Les infrastructures portuaires et ferroviaires seront demain déterminantes pour le développement économique, ainsi que les infrastructures très haut débit (fibres optiques).** Les gouvernements de droite se tiennent financièrement en retrait sur ces questions : ils s'en remettent au marché et aux collectivités territoriales. Or, pour des questions de rentabilité, les opérateurs privés ne s'intéressent pas aux territoires les moins denses, et c'est aux collectivités locales aux plus faibles moyens fiscaux que revient la charge de lutter contre leur relégation. Ainsi, les collectivités les plus pauvres, fiscalement, sont aussi celles qui doivent contribuer le plus à leur équipement !

Nous veillerons à ce que le pilotage stratégique des grandes entreprises énergétiques comme EDF, GDF ou AREVA permette, dans le cadre des coopérations européennes, de préserver les intérêts fondamentaux de notre pays.

Soutenir les territoires

Nous renouerons avec le pacte de solidarité et de croissance de la période 1997 à 2002 qui indexait les dotations d'Etat sur l'inflation.

Il faudra aussi accorder aux collectivités locales les moyens de leurs missions, actuelles et futures avec des dotations de l'Etat qui retrouvent une progression normale et une réelle solidarité nationale au profit des territoires les plus défavorisés. Nous défendons l'objectif que 25% de la masse de la DGF donne lieu à péréquation (contre moins de 10% aujourd'hui), ainsi qu'une répartition fondée sur des critères d'attribution sociaux. L'autonomie et la justice fiscale doivent aussi être restaurées : la taxe professionnelle, dont les réformes successives ont cassé sa dynamique conduisant à une véritable asphyxie financière, doit être remplacée par une cotisation assise sur la valeur ajoutée et la taxe d'habitation prendre en compte progressivement les revenus. Nous devons instaurer l'élection des conseils des intercommunalités au suffrage universel direct. **Nous devons enfin redonner à la France une politique d'aménagement de l'ensemble de son territoire.**

Repenser les villes

Aujourd'hui, la fracture sociale se double d'une terrible fracture territoriale. Les constructions des années 50 et 60 ont apporté alors un réel progrès pour le confort et l'hygiène, mais en même temps, ont engendré une double ségrégation sociale (ghettos de riches ou de pauvres, coupures générationnelles ou communautaires) et fonctionnelle (les quartiers où l'on dort, ceux où l'on travaille, ceux où l'on se divertit...). Cette ségrégation est devenue un puissant facteur d'enracinement des inégalités : le lieu où l'on vit détermine non seulement la façon dont on vit, mais aussi la réussite scolaire, le travail, la santé et même l'espérance de vie... Les violences de 2005 sont aussi une révolte contre ce « ghetto français ». Comment se projeter dans l'avenir quand on n'ose plus dire où l'on habite de peur de se voir refuser une embauche ? Comment se construire des racines quand on habite dans un immeuble posé sur un terrain vague ? Comment ne pas se sentir abandonné par la République quand les services publics désertent un à un votre quartier ?

Il nous appartient de réinventer la ville, lieu de développement de l'homme du XXI^e siècle, creuset de la citoyenneté, de la démocratie et de la culture. La politique de la ville a été utile, mais insuffisante face à la puissance des mécanismes à l'œuvre. Il est illusoire de prétendre « guérir » les quartiers qui vont mal sans repenser toute la ville, sans façonner une nouvelle « urbanité ». Il nous faut réinventer un nouvel « art de ville » : reconstruire la ville en réunissant les différentes fonctions –logements, commerces, équipements publics, bureaux...- dans toutes les opérations d'aménagement ; faire de la qualité la marque de fabrique de nos villes (architecture, espaces publics...) ; renouer ainsi avec la mixité sociale. La puissance publique s'incarne dans ses services publics. Redéfinissons le champ de leurs interventions, mettons un terme aux zones sous et sur administrées, ainsi qu'une réelle péréquation des moyens attribués par l'Etat aux collectivités locales.

Engager une nouvelle étape de la décentralisation

Depuis vingt-cinq ans, le rôle des collectivités territoriales est devenu absolument central dans la vie de notre pays. Les trois quarts des investissements publics en France sont portés par les collectivités locales. Depuis 2004, et plus encore depuis que les élections de 2008 ont fait basculer une majorité des collectivités à gauche, le gouvernement cherche à défaire la faillite de sa propre gestion publique sur les collectivités locales en transférant sur elles des charges et de nouvelles responsabilités non compensées. Nous devons le dénoncer avec force.

Notre pays a besoin de franchir une nouvelle étape majeure dans la décentralisation. La nécessaire réorganisation territoriale devra faire l'objet d'un vrai débat national de refondation de la décentralisation, avec pour triple objectif de renforcer la proximité, de clarifier les compétences et d'assurer la responsabilité. Dès après le Congrès, nous organiserons des « Assises des collectivités locales » où nous rendrons public un audit de la décentralisation et des transferts de charges non compensés. Nous y définirons pour l'avenir les devoirs de l'Etat envers les collectivités territoriales et nous exigerons leur respect dans les faits. Un enjeu majeur est de doter nos Régions des moyens et compétences qui leur permettront de concurrencer et de coopérer pleinement avec les grandes régions européennes. Cette réforme réclamera également de clarifier qui fait quoi entre l'État, les Régions, les Départements, les EPCI (Communautés de communes, d'agglomération et urbaines) et les Communes.

5) Une France respectueuse de ses Outremer

Le rayonnement international de la France, son appréhension propre des évolutions du monde, son refus du prétendu "choc des civilisations", son potentiel économique, sa vitalité démographique, sa biodiversité, sa richesse culturelle et linguistique, y compris dans l'Hexagone, tous ces atouts, qui fondent la singularité de notre pays au sein du concert des nations, reposent pour une large part sur les Outremer : Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française,

Réunion, Saint-Pierre-et-Miquelon, Wallis-et-Futuna. Tous singuliers par leur histoire, leur géographie, leur culture – qui doivent être reconnues, préservées, valorisées – tous essentiels par leur apport à la collectivité nationale. Désormais ouvertement méprisés par la droite, au fur et à mesure que s’y effondrent ses clientèles électorales, les Outremer se trouvent aujourd’hui confrontés à des politiques de déflation budgétaire stigmatisantes, caricaturales, injustes. Le devoir de la gauche est de réaffirmer le triptyque sur lequel repose son action publique outremer. Le respect de l’identité de chaque collectivité et des aspirations spécifiques de sa population au plan statutaire qu’il s’agisse de la consolidation du processus néo-calédonien, des aspirations à l’autonomie ou du choix d’une départementalisation adaptée à la Réunion comme à Mayotte ; des politiques de discrimination positive en faveur de territoires dont les handicaps structurels ont été reconnus par l’Union européenne et où, partout, le revenu par habitant reste très inférieur à la moyenne nationale ; enfin, où qu’ils se trouvent, l’égalité des droits pour tous les citoyens de la République.

B- La responsabilité de chacun pour mieux vivre ensemble

1) La sécurité sans dérive autoritaire : allier fermeté et justice

Parce qu’elle est un des droits fondamentaux, et parce qu’elle touche davantage les plus fragiles, la sécurité est évidemment une des priorités des socialistes. Mais nous revendiquons une **politique qui allie fermeté et justice.** Toute transgression de la loi, quelle qu’elle soit, doit être sanctionnée... mais de manière adaptée, et proportionnée à la gravité de l’acte. Cela suppose de rétablir la police de proximité partout, mais également de remanier et amplifier les Contrats Locaux de Sécurité qui organisent la collaboration entre élus, police, justice, prévention spécialisée, bailleurs sociaux et Education nationale.

La prévention doit être soutenue : en particulier le nombre d’éducateurs spécialisés doit être largement augmenté et le travail avec l’Education Nationale doit être renforcé pour prévenir les comportements violents en milieu scolaire. Il faut préparer la réinsertion des détenus et traiter les problèmes médicaux et psychiatriques qui doivent l’être pendant la détention. Enfin, l’accueil, l’information et l’accompagnement des victimes doivent être développés. Il est une question particulière à laquelle nous sommes déterminés à nous atteler avec une détermination sans faille : les violences faites aux femmes. Il est insupportable qu’une femme meure tous les quatre jours en France, victime des coups portés par son partenaire.

2) La Justice et sa réforme indispensable.

Comme le sentiment d’insécurité, le sentiment d’injustice est un ferment de la division sociale. Le cycle de la violence et de la vengeance n’a pas de fin si la justice n’est pas assurée, par la puissance publique, *au nom de la société*. Les victimes ont droit à assistance, réparation, attention, mais à chaque agression, c’est la société qui est agressée. Affaiblir l’autorité de la justice et de ceux qui disent le droit, c’est s’attaquer à la clé de voûte de notre société laïque. Des Etats généraux de la justice devront permettre d’élaborer une réforme en concertation avec le monde judiciaire, pour rendre la justice à la fois protectrice pour les plus faibles et réparatrice pour les victimes. Il faut également rétablir la présomption d’innocence et garantir l’indépendance et la responsabilité de l’institution judiciaire. La réforme de la carte judiciaire doit se faire non dans une logique purement comptable comme actuellement mais pour offrir aux citoyens une véritable justice de proximité, équilibrée et efficace.

3) Le civisme nécessaire au vivre ensemble

Nous devons affirmer plus clairement que nous ne l’avons fait par le passé, que dans une

société, on a des droits, que nous voulons réels et pas simplement formels, mais aussi des devoirs, qui doivent être effectifs. A ce titre, l'octroi d'un logement aidé pourrait s'accompagner de l'adhésion à une charte de vie collective prévoyant la participation des locataires à la vie de leur immeuble : tranquillité, propreté, petit entretien, locaux communs, cours de soutien assurés par les étudiants, garde d'enfants assurée par les retraités, courses assurées par les étudiants ou les jeunes ménages auprès des personnes âgées dépendantes, implication dans les associations de locataires.... Cette charte pourrait également traiter des conditions de mobilité dans un autre logement aidé plus petit en cas de réduction de la taille de la famille, pour laisser place à une autre famille, ou plus grand au contraire en cas d'agrandissement de la famille.

De même, lors de la dernière campagne présidentielle, le projet socialiste prévoyait l'instauration d'un service civique obligatoire, une sorte de service militaire civil. Nous pensons aujourd'hui qu'il faut garder l'idée mais en lui donnant une autre forme : tout au long de la scolarité, des heures seraient consacrées obligatoirement à des tâches d'intérêt général en France ou à l'étranger. De quelques heures par jour pour les plus jeunes (par exemple nettoyage collectif d'un square par la classe), à une semaine ou deux pour les adolescents et davantage pour les étudiants, pour atteindre par exemple un total cumulé de 1000 heures sur l'ensemble de la scolarité.

4) Soutenir le monde associatif

Au-delà du civisme et de la responsabilité, nous appelons nos concitoyens à la solidarité et à la fraternité. L'acceptation de l'autre lorsqu'il est différent, le regard fraternel sur le handicapé ou le SDF peuvent aider à changer le cours de leur vie. Dans le même esprit, doit naître une solidarité active vis-à-vis des personnes âgées isolées, vis-à-vis des jeunes qui dérapent et qui ont besoin qu'on leur tende la main...car l'Etat et les collectivités locales ne peuvent régler tous les problèmes. Nous demanderons à ceux qui vont bien de consacrer une partie de leur temps aux autres directement dans leur voisinage ou par le biais par exemple de l'engagement associatif. Un soutien accru aux bénévoles, la multiplication des maisons des associations doivent accompagner cette démarche. Nous remettrons sur pied une politique de prévention et de lutte contre les exclusions digne de ce nom et nous soutiendrons avec force le mouvement associatif, social et solidaire aujourd'hui mis à mal par le désengagement brutal de l'Etat.

5) Incarner la responsabilité dans gestion de l'Etat

Gérer sérieusement les comptes publics

Pas de pacte social possible sans des comptes publics assainis. Nous avons lorsque nous avons géré le pays que nous savions gérer sérieusement l'argent public, comme nous le montrons aujourd'hui dans nos collectivités locales. Bien entendu, **il faudra revenir sur les meures les plus injustes de la loi TEPA.** Nous supprimerons le bouclier fiscal afin de rétablir la progressivité de l'impôt sur le revenu. Nous reviendrons sur l'augmentation des plafonds d'exonération de droits de succession.

D'autres mesures permettront de consolider les comptes publics. Les stocks options et autres parachutes dorés supportent les mêmes prélèvements que les salaires. La suppression de certaines niches fiscales (70 milliards d'euros) et sociales (40 milliards d'euros), qui sapent la progressivité de l'impôt sur le revenu et la justice fiscale, permettra de dégager de nouvelles marges de manœuvre. Les aides aux logements, qui profitent à plus de 40% au secteur privé, devront être réorientées en bonne partie vers le social. Les revenus du capital devront contribuer au financement de la sécurité sociale au même niveau que les salaires par un élargissement des cotisations sociales. Les superprofits pétroliers devront être taxés pour financer les mesures immédiates de soutien au pouvoir d'achat. Certaines aides devront être redéployées. Continuons à

incarner la responsabilité dans l'utilisation de l'argent public.

Porter une vraie réforme de l'Etat

Le principe du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux, tout comme la révision générale des politiques publiques (RGPP) voulue par Nicolas SARKOZY visent tout simplement à replier l'Etat sur ses strictes missions régaliennes au détriment des usagers et dans le mépris des fonctionnaires. Nous affirmons, au contraire, qu'il n'est pas possible de moderniser l'Etat sans associer très étroitement les fonctionnaires qui le servent, sans leur redonner la fierté de leurs missions et une autonomie pour les remplir. Les Français ne veulent pas moins d'Etat –ils se battent pour défendre leur hôpital ou leur école-. Ils veulent – et ils ont raison- que l'argent de leurs impôts soit bien dépensé. **Parce que la politique que nous voulons mener a besoin d'un l'Etat fort et efficace pour s'accomplir, nous devons moderniser l'Etat, clarifier ses missions, et ensuite en adapter les moyens.** Pour nous, la question n'est pas moins d'Etat, mais mieux d'Etat, un Etat exemplaire, capable de faire évoluer ces pratiques et d'ajuster en permanence son champ d'intervention par exemple en créant un service public de la petite enfance ou en développant les transports en commun-.

C- Approfondir la démocratie

Même si la question des institutions n'est pas la préoccupation essentielle des français, nous vivons dans un système dont les modes de fonctionnement sont manifestement en décalage avec les attentes de citoyens qui souhaitent un système politique plus simple, plus lisible, plus transparent et plus efficace.

1) Une profonde réforme de la République

Pour répondre à ces exigences, notre démarche politique doit s'inscrire dans la perspective d'une transformation très profonde de la V^{ème} République en marchant vers le projet ambitieux de VI^{ème}. **Nous refusons l'hyper-présidentialisation du régime incarnée par Nicolas Sarkozy.** En restant muette sur les plus questions essentielles que nous avons mises en exergue, la réforme constitutionnelle n'a pas amélioré la situation. Nous abordons la question des institutions avec trois principes essentiels : responsabilité, représentativité, transparence.

Responsabilité, avec un premier ministre, chef de la majorité et qui gouverne réellement car lui seul est responsable devant le parlement. Le président de la république doit retrouver un rôle de garant des institutions et porter les intérêts de la France dans le monde. Cela implique un parlement aux pouvoirs largement renforcés et une opposition au rôle reconnu.

Nous améliorerons la représentativité par la limitation stricte du cumul des mandats et des fonctions, l'instauration d'une dose de proportionnelle à l'assemblée nationale, la refonte du collège électoral du sénat permettant la représentation réelle des territoires et l'alternance et de nouvelles avancées en matière de parité. Des mesures seront proposées pour faciliter l'exercice du droit de vote des Français établis hors de France.

Nous développerons la **transparence** à travers une réforme du mode de nomination des organes de régulation démocratique -CSA, CSM, Conseil constitutionnel...-, un réel contrôle par le parlement des nominations de hauts fonctionnaires et une réforme des règles applicables aux groupes de presse et aux médias audiovisuels pour garantir leur indépendance vis-à-vis des puissances de l'argent, leur pluralisme.

C'est dans cette même exigence de séparation des pouvoirs que nous voulons instaurer de nouveaux mécanismes de protection contre les risques de mise sous coupe réglée de la justice.

2) Conforter les acteurs sociaux

Le paritarisme et la négociation collective sont les deux outils majeurs des syndicats pour défendre les intérêts collectifs des salariés et pour adapter le droit à leur environnement.

Le **paritarisme** est aujourd'hui affaibli, à l'UNEDIC comme à la Sécurité sociale. Le gouvernement accentue cette crise par des décisions autoritaires. Nous devons agir pour que les partenaires sociaux retrouvent toute leur place, l'État demeurant le garant de l'ordre public social.

La **négociation collective** doit être un mode naturel de définition des conditions de travail. Elle est aujourd'hui en panne, quand le gouvernement ne la bafoue pas en remettant en cause les accords signés. La négociation doit se développer à nouveau, au niveau interprofessionnel, de branche ou d'entreprise.. Par ailleurs, l'accord majoritaire doit être exigé à chaque fois que l'on déroge au niveau supérieur, dans des domaines autorisés par la loi.

Pour ce faire, nous avons besoin de syndicats forts et représentatifs. Nous devons débattre avec eux des moyens de les renforcer : par exemple donner à chaque salarié un **chèque syndical** (financé par l'entreprise et l'Etat) pour le verser au syndicat de son choix, organiser les **élections professionnelles** (comités d'entreprises comme délégués du personnel) tous les deux ans **le même jour** en France pour permettre aux syndicats d'organiser une véritable campagne nationale, mobilisant les salariés, et adaptée ainsi aux réalités de chaque entreprise.

3) Permettre aux citoyens d'être écoutés et actifs

Nous sommes attachés à la participation des citoyens autant qu'au légitime pouvoir de décision de leurs représentants élus. Pour nous, le partage des rôles est clair. Nous voulons le plus possible associer les citoyens à la préparation de la décision publique et à sa mise en œuvre. Mais après information et consultation, la décision finale doit rester du ressort des élus, garants de la primauté de l'intérêt général sur les intérêts particuliers.

Sur les grands sujets de société, nos concitoyens ont à la fois besoin d'être informés et de s'exprimer. Des Etats Généraux sur l'école ou sur la santé doivent permettre à tous les acteurs de se rencontrer, de débattre, d'apporter des solutions. Chacun doit pouvoir s'exprimer là où il vit sur ce qui le concerne directement, et pas simplement de manière formelle : les parents d'élèves dans les conseils de crèches ou des écoles, les locataires auprès des bailleurs, les usagers des services publics. Beaucoup de ces représentations existent. Il faut les multiplier et les rendre effectives. Dans la vie locale, il faut généraliser les conseils de quartiers munis de pouvoirs et de budgets propres, composés de membres représentant réellement les forces vives du quartier.

4) Restaurer l'indépendance des médias

L'information et la culture ne sont pas des marchandises. En France, les médias sont confrontés à une triple donne : une concentration de plus en plus poussée ; des groupes - Bouygues, Lagardère, Dassault, Arnault, Bolloré - qui ne s'investissent dans la presse et les médias que pour servir leurs intérêts industriels dominants (armement, BTP, luxe, etc.) tout en tirant une bonne part de leur activité de marchés avec l'Etat ; les liens personnels de N. Sarkozy avec les dirigeants de ces groupes sont de notoriété publique réunis au Fouquet's le soir de son élection.

Le pluralisme est gravement mis en cause par une double soumission aux grands groupes économiques et à cette intrusion du pouvoir politique en place. L'affaiblissement et l'appauvrissement de la télévision publique en est l'illustration flagrante. Nous pensons, nous, que l'indépendance des médias, la transmission du savoir, la liberté de l'information et de la presse sont plus que jamais décisives. Cela exige du courage et des mesures fortes : une grande réforme de "décartellisation" de l'audiovisuel, un refus de la concentration et la garantie du pluralisme par la loi,

l'interdiction aux sociétés tenant une part conséquente de leur revenu des marchés publics d'être en même temps éditeurs de médias, des moyens dignes de ce nom réaffectés à l'audiovisuel public. Nous devons aider au développement et à la diversité des télévisions locales. Enfin, nous devons réformer le mode de nomination des membres du CSA afin d'empêcher que 100 % des personnalités chargées de veiller au pluralisme soit désignées, comme aujourd'hui avec l'UMP, par le parti majoritaire.

5) Des élus dotés d'un véritable statut

L'amélioration de l'efficacité publique locale passe par l'élaboration d'un **statut de l'élu**. En effet, aujourd'hui, être élu local réclame une grande prise de risque professionnel, ce qui explique que beaucoup de nos élus locaux soient retraités ou fonctionnaires. On estime ainsi à 30 % la part des maires retraités (20 % de retraités en France). Il faut mettre au point un dispositif qui permette aux citoyens qui se mettent au service de leurs concitoyens, dans les majorités et dans les oppositions, de ne pas avoir à sacrifier leur carrière et de pouvoir reprendre une vie professionnelle normale après leurs mandats. Développer un dispositif de reclassement dans le privé, par exemple, maintenir la protection sociale pendant une période donnée après la fin du mandat, créer une allocation de retour à l'emploi dégressive, comme pour les députés est une nécessité pour la démocratie.

La démocratie a un coût. Le peuple français doit l'assumer. Si nous ne voulons pas que, de fait, seuls les fonctionnaires, les professions libérales et les retraités puissent être représentés, si nous ne voulons pas que le cumul des mandats et des fonctions (SEM, syndicats mixtes...), dans le temps et dans l'espace, soit la seule réponse pour les élus, il faut être prêt à affronter une opinion publique qui n'est pas nécessairement favorable.

D- De nouveaux droits

Le parti socialiste a toujours été à la pointe du combat pour les libertés individuelles : l'abolition de la peine de mort, la décentralisation, la libéralisation de l'audio-visuelles, la parité et le pacs sont autant de conquêtes que nous devons défendre fièrement. Il doit continuer à l'être. Reprendre l'étendard des libertés est d'autant plus essentiel que Nicolas Sarkozy n'a de cesse d'y porter atteinte comme encore récemment avec les tests ADN pour les immigrés ou le fichage généralisé EDVIGE.

1) Reconnaître chacun dans sa différence et lutter contre les discriminations

Nous voulons instaurer le **droit de vote des étrangers aux élections locales**. Il faudra aller jusqu'au bout de la parité dans tous les domaines de la société. **Nous devons lutter avec détermination contre les discriminations**. Les discriminations raciales dans les embauches comme pour l'accès au logement doivent être éliminées. Nous condamnons toute forme d'homophobie. Les handicapés doivent pouvoir accéder à tous les bâtiments publics, mais aussi aux contenus. Le parti socialiste doit être à la pointe de ces combats, et porteur de réponses à la hauteur de l'enjeu. **Les moyens de la HALDE devront être renforcés**. Des moyens importants devront être alloués à la police, à l'inspection du travail et à la Justice pour déceler et réprimer les discriminations. Des efforts de formation spécifiques seront menés dans ces administrations.

2) Ne pas éluder les questions qui relèvent parfois de l'intime mais pour lesquels les français demandent des repères et des règles

Les techniques médicales et scientifiques ouvrent des champs de réflexion et de décision inexplorés. Les événements subis jadis par l'humanité – la conception, la naissance, la mort – relèvent d'une décision libre et volontaire. Puisque la science repousse les frontières du possible, l'éthique et le

droit doivent s'étendre pour fixer les limites du souhaitable.

Clonage reproductif, clonage thérapeutique, statut de l'embryon, procréation médicalement assistée, maternité pour autrui, fin de vie, suicide assisté – ces enjeux ne relèvent ni de l'évidence ni ne se réduisent à la seule autonomie individuelle. La droite sarkozyste y répond au coup par coup, sans autre boussole que l'émotion médiatique et sondagière. C'est ainsi que sont prises des décisions favorables aux lobbies intégristes et pro-life. **Notre Parti doit définir une morale laïque, émancipatrice et humaniste, articulant libertés individuelles et projet collectif.** Ne laissons pas au libéralisme et aux religions le soin de donner du sens à la vie. Nous croyons en particulier qu'il est grand temps de définir dans la loi, **encadré de manière stricte, le droit de finir sa vie dans la dignité.**

3) Défendre et promouvoir la laïcité républicaine

Nous avons tous la même part d'humanité en nous, et quels que soient notre âge, notre sexe, notre culture, notre orientation sexuelle nous avons droit à la même reconnaissance. C'est l'esprit même de **notre pacte républicain et laïc.** Alors que le communautarisme progresse et que prospèrent de nouveaux obscurantismes, nous réaffirmons que la laïcité est un pilier de l'égalité républicaine.

La laïcité c'est la reconnaissance de toutes les croyances, philosophies et religions dès lors qu'elles respectent les règles communes. Inutile de dire combien les discours présidentiels de Latran et Ryad ont inquiété les républicains. Que dire de l'incroyable affirmation selon laquelle un prêtre vaudrait mieux que l'instituteur pour l'instruction des enfants ? La laïcité doit être défendue fermement et étendue. La laïcité, ce mot fort et simple dans ce qu'il implique, n'a pas à être qualifié par un adjectif quel qu'il soit. **La grande loi de 1905** sur la séparation des Eglises et de l'Etat ne doit certainement pas être remise en cause. Une **charte de la laïcité** dans les services publics devra être mise en place et respectée - et d'abord au sein de l'hôpital public.

4) Une juste politique de l'immigration

Nous n'avons jamais pensé que les frontières de la France devaient être ouvertes à tout vent, que l'ensemble des sans papiers devaient être régularisés. Mais à un moment politique majeur dans notre pays, ayons le courage de ne pas cautionner par notre silence la peur de l'autre, l'intolérance. Ayons le courage de combattre la politique de la honte menée par Nicolas Sarkozy et Brice Hortefeux. Combien d'enfants humiliés séparés de leurs camarades de classe, combien d'angoisses vécues par leurs familles, combien d'humiliations, de déchirements, de morts en centres de rétention faudra-t-il pour réagir ? Cessons de parler de stocks et de flux. Parlons de ces hommes et femmes fuyant les guerres et la misère et laissant leur famille, pour l'inconnu. Rappelons ce que les étrangers ont apporté aux Français pour construire notre pays ou lorsqu'ils se sont battus à nos côtés pendant les deux guerres mondiales.

Rétablissons aussi des vérités : ils occupent des emplois dont personne d'autre ne veut, apportent plus à notre système de protection sociale qu'ils n'en bénéficient. Cet apport est et sera de plus en plus essentiel dans un contexte de vieillissement démographique.

Proposons une politique de l'immigration digne de la France et de ses valeurs, fondée sur un juste équilibre entre famille, travail et asile plutôt que sur le tri des immigrés, sur des accords négociés de co-développement, sur une politique de visa pour les étudiants facilitant les allers-retours, sur une politique de régularisation ouverte, fondée sur des critères clairs et explicites, reconnaissant ceux qui sont ici depuis longtemps et qui font la preuve de leur insertion. Les français nous suivront : ils l'ont montré par exemple par leur mobilisation nombreux aux côtés d'associations comme le Réseau Education Sans Frontières.

5) La culture pour faire civilisation

La culture n'est pas pour nous une question parmi d'autres, mais un élément central de la vision de la société que nous défendons, parce qu'elle ouvre le cœur et l'esprit, parce qu'elle assure la conciliation entre l'homme, sa libre pensée, et le collectif, la société, parce qu'elle laisse sa trace. Alors qu'elle en faisait le socle d'un modèle partagé et reconnu dans le monde, la France traverse aujourd'hui une véritable crise du sens et des perspectives dans ce domaine. La France a besoin d'une politique culturelle qui redonnera du souffle à aux grandes institutions de notre pays, confortera la place des artistes et leur liberté de création, ouvrira de nouveaux champs de la démocratisation culturelle et de fera émerger de nouveaux outils au service de cette volonté : soutenir et renforcer les créateurs en leur donnant les moyens de s'installer et de travailler au cœur des villes et des quartiers ; conforter les nouvelles pratiques qui prennent leur place dans notre société comme le mouvement hip hop ; ouvrir à la culture l'ensemble des établissements scolaires ; soutenir les lieux non formatés au croisement de l'art et des pratiques culturelles qui permettent de réunir artistes et habitants ; et soutenir les filières culturelles dans nos universités ; porter une nouvelle régulation au niveau européen notamment dans les domaines du cinéma et de l'audiovisuel ; permettre un financement accru de la culture et proposer des mesures nouvelles d'incitation au mécénat culturel qui doit être ouvert également aux individus. Par ailleurs nous devons préparer une réforme globale du statut des intermittents du spectacle en concertation avec l'ensemble des partenaires concernés, la dernière réforme du protocole ayant accru la précarisation de l'emploi culturel et n'offrant aucun gage de pérennité, bien au contraire. Enfin, nous pensons que les socialistes doivent être porteurs de propositions fortes pour faire de l'internet ce formidable espace de liberté qu'il est potentiellement, à condition d'en favoriser le développement, d'en réguler le fonctionnement et de sortir d'une logique de criminalisation des internautes.

6) Une société de l'information ouverte

La révolution numérique ne se contente pas d'offrir à chacun de partager les moyens d'une autonomie plus grande pour l'accès aux savoirs, à l'information et à la culture. Elle bouleverse la société industrielle et accélère le passage à la société de la connaissance. Notre vigilance doit prévenir le risque de nouvelles fractures, géographiques ou sociales mais aussi l'émergence d'une surveillance généralisée. Nous oeuvrons pour une société de l'information ouverte, maîtrisant le pouvoir de transformation des nouvelles technologies pour améliorer la vie des Français.

IV – UNE EUROPE CLE DE VOUTE D'UN NOUVEL INTERNATIONALISME

L'idéal socialiste est internationaliste et nos valeurs sont universelles. La paix et la solidarité entre les peuples ont toujours été notre préoccupation. Il est grand temps de les remettre au cœur de nos combats, à l'heure où la sécurité internationale reste menacée et où la mondialisation avance dans le plus grand désordre économique et social.

1) Réorienter l'Europe pour la relancer

L'Europe telle qu'elle a été conçue au départ par ses pères fondateurs est non seulement en panne, mais oublie même aujourd'hui sa mission. Et pourtant, rappelons-nous ce qu'elle a apporté : la paix ; la capacité de répondre aux défis de l'histoire : nous avons été au rendez-vous de la sortie de la dictature en Grèce, en Espagne et au Portugal ; la solidarité envers les régions moins développées et celles affrontant une crise de mutation économique, aujourd'hui remise en cause ; la défense des droits avec la Cour Européenne de Justice ; un rapprochement des peuples avec un million d'étudiants Erasmus. Mais aujourd'hui, nous ne nous reconnaissons pas dans une Europe qui accompagne le libéralisme au lieu de le réguler, qui ne protège plus contre les dérives de la

mondialisation et les excès du marché, laisse gérer l'euro au nom de seuls objectifs financiers, et adopte des directives porteuses de régression

Notre devoir à nous socialistes européens est de reprendre le combat européen. Sans une Europe puissante et intégrée, nous perdrons la bataille économique et donc celle de l'emploi et du pouvoir d'achat. Le moment est venu que se lève une nouvelle génération d'hommes et de femmes de gauche qui fasse avancer à leur tour l'idéal européen.

L'Europe sociale est notre priorité. Les socialistes doivent continuer à se battre pour que dans chaque pays européen, soit créé un salaire minimum, pour mettre en place un droit à la formation tout au long de la vie, pour réduire le travail précaire et continuer à améliorer les conditions de travail, pour renforcer les droits des comités d'entreprise, pour protéger les plus fragiles, pour défendre les services publics. Une **harmonisation fiscale** est également nécessaire définissant une assiette commune et un taux plancher pour l'impôt sur les sociétés. Il ne peut pas y avoir de « passager clandestin » dans l'Union Européenne qui voudrait tirer les avantages de l'accès à un grand marché en attirant à lui les entreprises par une fiscalité anormalement basse. Il faut proposer immédiatement à nos partenaires une « **clause de sauvegarde sociale** » qui interdise qu'une directive européenne puisse avoir pour conséquence un recul social dans un pays.

L'Europe doit aussi être aussi le fer de lance du développement durable : une taxe carbone pourrait être instaurée permettant de financer des équipements de transports en commun ; nous lançons aussi l'idée d'une **communauté Européenne de l'énergie** à l'image de cette formidable innovation politique que fut la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que d'une **communauté européenne de la recherche et l'innovation**, en s'appuyant sur l'outil des coopérations renforcées avec les pays qui le souhaitent. La politique agricole commune doit être refondée pour répondre aux défis du présent. Elle doit prendre en compte des objectifs nouveaux comme le droit à une alimentation de qualité, la santé humaine et animale, l'aménagement du territoire et l'environnement. L'Europe doit peser dans les instances internationales, pour défendre notre volonté d'un nouveau modèle de développement. Elle doit aussi faire entendre une voix forte contre l'unilatéralisme américain et son discours du choc des civilisations, au profit d'un monde multipolaire, développer une sécurité européenne porteuse de paix dans le monde, et aussi être sur tous les terrains où les droits et libertés des hommes et des femmes sont bafoués.

De nouvelles avancées devront être recherchées dans le domaine de la politique étrangère commune et de la coopération militaire. A l'heure des réductions budgétaires, il est prioritaire de mettre au moins en commun les approvisionnements militaires et les programmes technologiques.

Cette ambition n'est possible qu'avec des moyens. Au-delà du lancement de grands emprunts, **il faudra proposer de renforcer fortement le budget européen.** Un impôt européen pourrait être créé, assis par exemple sur le bénéfice des sociétés pour financer cet effort et constituer un premier pas vers l'harmonisation fiscale que nous souhaitons. **Nous devons également poursuivre de la quête d'une Europe plus démocratique dans ses institutions comme dans son fonctionnement :** elles sont indispensables pour les nouvelles avancées majeures sur des questions comme la fiscalité, la défense, les droits sociaux.... Nous devons faire progresser la perspective d'une démocratie européenne authentique avec un gouvernement européen responsable devant un parlement désigné par le suffrage universel.

Enfin, nous avons de grandes ambitions pour l'Europe. Essayons de convaincre nos partenaires de les partager. Et si de grands bonds ne sont pas possibles, acceptons des pas décisifs, même modestes, qui vont dans le bon sens. Sans rejeter l'élargissement, **nous prônons un approfondissement de l'Europe avec des pays qui le souhaitent.** L'Europe n'a avancé que dans la différenciation, grâce à l'initiative d'un groupe de pays et parce que les autres ont admis de rester, durablement ou provisoirement, en dehors. A 27 pays membres, bientôt à 30 et peut-être davantage, l'«

Europe différenciée » peut être le meilleur moyen pour progresser vers plus d'efficacité. Les "coopérations renforcées" en fournissent l'instrument. Compte tenu de la diversité d'attitude des Etats européens, il apparaît raisonnable, dans cette perspective, d'avancer plus vite avec un premier cercle ou une avant-garde de pays euro-volontaires. Le moteur de ce cercle, ouvert à tous, pourrait être le couple franco-allemand, en coopération avec tous ceux qui le souhaitent. Rien ne serait pire que l'immobilisme. Car quand l'Europe n'avance pas, ce sont les puissances de l'argent qui progressent.

Si nous ne portons pas ce projet d'une Europe plus forte, plus sociale et plus politique, une Europe qui soit le continent des droits de l'Homme, nos concitoyens - et ce serait grave - se détourneront non seulement de l'Europe mais aussi des partis pro-européens. Le parti socialiste doit revendiquer cette nouvelle ambition européenne notamment en vue des élections européennes de 2009. Pour progresser vers une véritable démocratie européenne, nous proposerons que le Parti socialiste européen (PSE) indique dès avant les élections de 2009 le nom de son candidat à la Présidence de la Commission.

2) Agir pour le Sud, maintenant !

Nous vivons dans un monde où la richesse globale n'a jamais été aussi forte et où elle n'a jamais été aussi inégalement répartie. Les trois personnes les plus riches du monde ont une fortune supérieure à celle des 48 pays les plus pauvres ; à l'autre bout, trois milliards de personnes vivent avec moins de deux dollars par jour. Au rythme actuel, l'objectif d'éducation primaire pour tous ne serait atteint qu'en 2120. Le paludisme, qui touche à 90% l'Afrique, fait quant à lui 2 millions de morts par an, un enfant toutes les 30 secondes. Voilà les défis majeurs pour le Sud. L'heure n'est plus aux hésitations. Trop de temps a été perdu. Trop de dégâts ont été causés. Penser le développement autrement, telle doit être notre ambition. Tout d'abord, il n'y aura de victoires décisives qu'en nous appuyant sur les acteurs du développement eux-mêmes ; mais il faudra aussi des moyens supplémentaires afin d'être à la hauteur des enjeux.

Nous mettons au débat des propositions concrètes : contrats de développement négociés axés sur l'éducation et la santé, micro-crédits, mobilisation des élites qualifiées des diasporas, prise en charge de différentiels de salaires pour le retour de migrants hautement qualifiés, taxe sur la spéculation financière pour financer l'aide au développement, 0,7% du PIB consacré à l'aide au développement, annulation de dettes, politique volontariste de production de génériques, lutte contre le blanchiment et la fraude fiscale, aide au renforcement de la capacité étatique...

Et puis nous devons arrêter de reprendre d'une main ce que l'on donne de l'autre. Il faut rompre avec une logique qui attribue une aide de 800\$ par an à une vache européenne, cent fois supérieure à l'aide européenne à un Africain. Il faut aussi en finir avec des règles commerciales qui déstabilisent les économies du Sud : le cycle de DOHA pour le développement ouvert en 2001 doit s'achever sur un résultat positif pour les pays en développement. Au-delà, nous devons penser nos relations avec le Sud en termes de « progrès partagé ». Cela implique le respect mutuel, la reconnaissance de l'apport de chaque civilisation, les échanges culturels aussi.

3) Contre le choc des civilisations, un nouvel internationalisme

La paix est notre bien le plus précieux. Or, comment ne pas s'inquiéter de l'évolution actuelle du cours des choses ? **Quatorze conflits armés sont en cours. Parfois aux portes de l'Union Européenne comme avec le conflit en Géorgie,** sur fond de résurgence de la guerre froide que l'on croyait appartenir au passé. Les dépenses militaires ont augmenté de 45% au cours des dix dernières années avec une véritable course à l'armement dans certains pays comme la Russie. Pendant plus de 40 ans, la guerre froide a divisé une grande partie du monde en deux camps opposés. Le nouvel ordre mondial est beaucoup plus complexe et plus fragile, avec de nouvelles menaces, plus diverses et

imprévisibles : une nouvelle politique de sécurité internationale doit être conçue au niveau mondial. L'ONU, qui doit être réformée pour être plus efficace et mieux représenter les différentes régions de la planète, constitue pour nous le seul cadre possible. Le fiasco irakien montre à quel point toute action en dehors de ce cadre est dangereuse et vouée à l'échec. **Georges BUSH a profondément déstabilisé le monde en lançant sa croisade du « bien » contre le « mal ».** Nous devons tout faire pour éviter le choc des civilisations auquel cette politique nous mène.

Le multilatéralisme doit être notre cadre d'action et l'alliance des civilisations notre objectif. A cet égard, nous sommes inquiets de l'évolution de notre mission en Afghanistan. Nous étions en 2001 dans une mission de paix sous l'égide de l'ONU. Nous avons glissé depuis quelques mois vers une mission offensive anti talibans sous l'égide de l'ONU, et derrière les Etats-Unis, avec les conséquences que l'on connaît : nous sommes aujourd'hui perçus de plus en plus comme une armée d'occupation. S'il n'est pas possible de nous retirer maintenant parce que nous ne pouvons pas baisser les bras face au terrorisme, nous souhaitons une réorientation de notre mission : nous devons intervenir prioritairement en appui à l'armée Afghane, des moyens doivent être engagés pour engager le développement du pays et des discussions doivent être engagées avec les chefs de tribus non liés avec Al Qaïda pour construire une issue politique. Dans le même registre, nous sommes opposés à la transformation que prépare Nicolas SARKOZY de notre armée en une simple division de l'OTAN, en y réintégrant le commandement militaire. Notre diplomatie en paierait le prix notamment en nous fragilisant aux yeux des pays arabes. Nous devons au contraire nous concentrer sur la politique européenne de sécurité et de défense (PESD). Aucun nouveau transfert de souveraineté n'est envisageable ni souhaitable en dehors de ce cadre. La montée en puissance de la capacité de l'Europe en matière de défense est une priorité : nous plaçons pour la création d'un corps d'armée européen sous commandement européen. Nous sommes également favorables à une défense européenne commune.

L'Union Européenne comme la France doivent aussi être à la pointe des efforts pour empêcher une course à l'armement. Nous devons appuyer la ratification mondiale de la Convention d'Ottawa sur l'interdiction des mines antipersonnel, contribuer au travail d'Oslo visant à interdire les bombes à fragmentation, promouvoir un traité mondial sur le contrôle du commerce des armes, œuvrer pour la non prolifération des armes nucléaires et tout faire pour que l'Iran ne se dote pas de l'arme nucléaire. Nous devons agir à cet égard dans le cadre strict des instances internationales c'est-à-dire de l'ONU. Dans **cette nouvelle alliance des civilisations** que nous prônons, deux questions nous semblent très importantes. La première est celle du règlement du conflit israélo-palestinien, dramatique pour ceux qui en subissent directement les conséquences depuis des décennies, mais aussi pour l'ensemble du monde en alimentant les ressentiments entre les peuples. Des solutions existent. L'Europe et la France doivent pleinement s'engager pour un règlement négocié du conflit israélo-palestinien conforme aux résolutions de l'ONU. L'existence et la sécurité de l'Etat israélien et du futur Etat palestinien doivent être garantis. Le départ de l'administration Bush, et, espérons-le l'arrivée de Barak OBAMA aux responsabilités, doivent être mis à profit pour relancer et faire aboutir le processus de paix. La question de l'entrée de la Turquie dans l'Union Européenne est également fondamentale. Rien ne serait pire que de revendiquer pour l'Europe de devenir un « club chrétien ». C'est la raison pour laquelle nous sommes favorables à la poursuite des négociations. Le chemin sera long et nous ne devons faire aucune concession sur nos valeurs. Il faudra nous y préparer nous-mêmes.

Enfin, nous refusons que le combat de la France pour les droits de l'homme soit remis au second plan : nous disons non à la diplomatie « *du carnet de chèques* » magnifiée par Nicolas SARKOZY. L'Etat doit bien sûr aider ses entreprises à conquérir des marchés et l'implication personnelle du chef de l'Etat ne nous choque pas. Mais la défense des Droits de l'Homme doit toujours primer. L'accueil en grande pompe des dirigeants, de la Libye ou de la Syrie est profondément critiquable. Ces actes, associés à des discours catastrophiques comme celui à Dakar en 2007, nient le

rôle de l'Afrique dans l'Histoire et mettant en doute ses perspectives d'avenir, écornent largement l'image de la France dans des pays qui attendent beaucoup de nous. Reprenons le flambeau d'une France porteuse des droits de l'Homme et d'un monde plus juste, d'un nouvel internationalisme en d'autres mots.

4) Faire respecter les normes sociales et écologiques dans les instances mondiales

Une réforme profonde des instances politiques mondiales est nécessaire. Le rôle de l'Europe est ici majeur : les européens doivent promouvoir ensemble la régulation, parler d'une même voix le plus souvent possible. Le système économique et financier doit être encadré et rééquilibré. Aujourd'hui dominé par les normes commerciales (OMC) et financières (FMI), il doit être rééquilibré par des normes sociales et environnementales. Nous sommes favorables à la création d'un Conseil économique et social mondial, arbitrant entre les différentes organisations internationales pour faire prévaloir les droits sociaux, la santé, la culture, l'environnement sur les règles financières et commerciales. La place de l'OIT doit être renforcée, le FMI recadré. Nous soutenons également la création d'une agence mondiale de l'environnement. La notion de biens publics mondiaux, représentatifs de l'intérêt général international, doit être promue au nom du développement durable que nous voulons pour notre planète. Le G8 doit s'élargir en G20 pour mieux intégrer les puissances émergentes.

V – CHANGER LE PARTI SOCIALISTE

Le rendez-vous de Reims, nous l'avons dit d'emblée, est un rendez-vous entre socialiste bien-sûr, mais pour nous c'est avant tout un rendez-vous avec les français. Pour être à la hauteur de l'enjeu, nous devons faire preuve de lucidité, de responsabilité, de fraternité. Tel est notre état d'esprit et tel est notre projet pour reconstruire le Parti socialiste.

1) Un pacte de confiance pour le renouveau du parti socialiste

Pourquoi nous nous sommes rassemblés

Notre rassemblement est né d'une conviction. C'était au lendemain des deux échecs de mai et juin 2007. L'urgence sociale et l'urgence démocratique en France et en Europe nous ont convaincus de croiser nos analyses et de dépasser la logique des courants. **Changer le parti socialiste est notre ambition commune.**

Depuis un an, au sein de groupes de travail, au plan national comme au niveau local, nous avons tout mis sur la table : la crise de libéralisme, les difficultés de l'Etat-providence en crise, l'Europe en panne, la social-démocratie traditionnelle à bout de souffle, les alliances... Sans tabous et sans préjugés. Nous avons analysé le monde et construit des premières propositions

Notre motion est le résultat d'un cheminement politique, mais aussi d'une fraternité retrouvée. Voilà longtemps que nous n'avons pas éprouvé le bonheur et l'efficacité du travail en commun, des idées échangées et pas seulement juxtaposées. Ce plaisir d'être ensemble, nous voulons qu'il rayonne dans tout le Parti socialiste.

Comme chacune et chacun de vous, nous venons d'horizons divers et de sensibilités différentes. C'est le sens même de la synthèse chère à Jean Jaurès : rassembler des sensibilités différentes, qui gardent leur identité et sont décidées à travailler ensemble pour faire gagner la gauche et changer la vie.

Avons-nous toujours été tous d'accord sur tout depuis toujours ? Bien sûr que non ! Sur

l'orientation de l'Europe après l'élargissement, sur le rôle de l'Etat ou la nature des institutions, nous avons eu des différences d'analyse au cours des dernières années. Mais elles portaient sur les moyens, pas sur les fins. Sur les marges de manœuvre, jamais sur les objectifs : l'Europe sociale, un Etat présent, des institutions démocratiques.

L'exemple du débat sur le traité constitutionnel européen est révélateur. Ce chapitre de notre histoire collective a été refermé au Congrès du Mans, il y a trois ans, lorsque a été votée la synthèse générale. **Préparons les élections européennes de juin 2009 au lieu de refaire le match du référendum de 2005 !** Tous les socialistes sont des pro-européens convaincus. Nous sommes bien sûr tous des réformistes. Nous avons tous adoptés notre nouvelle déclaration de principe. Là aussi, rendons notre Congrès utile en évitant les faux débats.

Oui, nous aimons et nous servons notre Parti. Oui, nous voulons allier l'expérience et le renouvellement.

Beaucoup d'entre nous ont gouverné et milité avec François Mitterrand, puis aux côtés de Lionel Jospin. C'est un motif de fierté : même si tout n'a pas été réussi, nous assumons et nous revendiquons l'action des socialistes au pouvoir.

D'autres camarades, plus jeunes, depuis qu'ils se sont engagés au Parti socialiste, n'ont connu que des présidents de la République de droite, Chirac puis Sarkozy. Nous voulons qu'ils connaissent l'alternance et qu'ils l'incarnent aux yeux des Français en accédant aux responsabilités du Parti, puis du gouvernement de la nation. Préparer une nouvelle génération politique, c'est aussi cela, reconstruire!

Nous souhaitons un Congrès politique

Les Français nous regardent. Ne pensons pas que les Français se désintéressent du rendez-vous des socialistes à Reims. Ils seront attentifs à nos comportements collectifs, aux arguments échangés et, surtout, aux choix qui seront faits. Bref, ils nous jugeront tous, nous encourageront ou nous sanctionneront. Nous le vérifieront dès les élections européennes de juin 2009 et les élections régionales de 2011. Nous devons être à la hauteur ce grand moment démocratique en ayant un débat digne. Car nous voulons, le moment venu, rassembler les socialistes et convaincre les Français.

Ne confondons pas 2008 et 2012. Certains veulent transformer le Congrès de Reims en pré-sélection voire en pré-désignation de notre candidat(e) à l'élection présidentielle. Pour nous, la priorité n'est pas de désigner un(e) candidat(e) à l'Elysée dès à présent... L'urgence, c'est de retrouver l'envie d'être ensemble pour bâtir un programme authentiquement de gauche, innovant et crédible.

Penser par nous-mêmes plutôt que par les sondages. Les sondages nous ont souvent donné des indications que nos concitoyens ont infirmées dans les urnes. Tirons-en des leçons ! Ce ne sont pas les instituts de sondage qui doivent fixer le cap du Parti socialiste, surtout quand, à l'instar de l'IFOP, ils sont présidés par la numéro un du MEDEF...

Nous voulons que le Parti renoue avec une haute conception de l'engagement politique

Finissons-en avec l'obsession présidentielle ! Historiquement, le socialisme est indissociable du parlementarisme. Nous refusons de croire au mythe de l'homme ou de la femme providentiel(le). Et ce que vit notre pays depuis l'élection de Sarkozy nous conforte dans ce rejet. Soyons cohérents : alors que nous combattons à juste titre l'hyper-présidentialisme dans le pays, quel sens y aurait-il à présidentialiser notre Parti ? Qui peut d'ailleurs prétendre aujourd'hui qu'il sera le meilleur candidat en 2012 ?

Réinstallons la confiance et le sens du collectif à la tête du Parti ! Comment être crédibles aux yeux des Français si nous continuons à offrir le visage de la division ? Retrouvons dans nos rangs la fraternité dont le socialisme est porteur ! Seul un contrat de majorité autour d'un objectif de travail programmatique permettra d'y parvenir. Prenons exemple sur l'état d'esprit qui, le plus souvent, prévaut

au plan local : dans les fédérations, on débat ! dans les sections, on s'épaule ! Socialistes, il est temps de nous retrouver !

Résistons à la dérive « people » du débat public ! Oui, nous défendons une conception exigeante de l'engagement politique ! Oui, nous pensons que parler de soi amène forcément à ne pas parler des Français. Or, nous sommes à leur service et au service de nos idées.

Nous proposons aux militants du Parti socialiste un pacte de confiance pour le changement

Ce pacte repose sur une démarche forte : **nous voulons dépasser les courants pour conjuguer les engagements.** Cette perspective renoue avec l'esprit du Congrès fondateur d'Epinau, avec la dynamique politique qui rendit possible mai 1981, avec la réflexion collective qui assura la victoire après la dissolution de 1997.

Cette démarche, c'est l'obligation que nous nous fixons d'être à la hauteur de la nouvelle donne mondiale dans toutes ses dimensions.

Elle se décline aussi dans des priorités authentiquement de gauche, concrètes et précises, qui la distinguent d'autres perspectives que nous respectons mais jugeons timorées voire dangereuses pour le Parti.

- **Nous portons l'exigence du retour en force de la puissance publique face à la faillite du capitalisme financier.** Pas question, pour nous, que le Parti Socialiste se convertisse au libéralisme ! Ensemble, inventons un nouveau modèle de production et de partage des richesses.
- **Nous proposons un nouveau pacte social et écologique en France capable de mobiliser les français et de moderniser l'économie.** Nous refusons la fragmentation de la société, le repli individualiste et les atteintes à l'environnement. Ensemble, imaginons une nouvelle alliance sociale, populaire et majoritaire.
- **Nous voulons sauver l'école laïque et républicaine.** Ensemble, aux côtés des enseignants, des élèves, des parents, faisons de nouveau de l'école le pilier de notre vivre ensemble.
- **Nous souhaitons relancer et réorienter l'Europe.** Aujourd'hui, la crise est réelle entre les peuples et la construction européenne. Ensemble, redonnons des couleurs de gauche et du souffle à l'Europe en la rendant plus volontaire et plus solidaire.

Nous proposons que la majorité qui émergera de notre Congrès soit soudée par un pacte de confiance dont l'unique objectif sera de travailler collectivement pour préparer un projet de gauche porteur d'espérance pour les Français.

3) Donner la priorité à la réflexion collective et au débat militant

Nous proposons de remettre le Parti socialiste au travail

Quand on ne réfléchit plus assez, on perd ! En 1981, le succès de François Mitterrand avait été préparé par un foisonnement d'idées dans tout le Parti. On y débattait alors avec les partenaires sociaux, les acteurs associatifs, les défenseurs des droits de l'homme, les universitaires, les scientifiques, les artistes. Même chose en 1997 : deux ans plus tôt, les « Assises de la transformation sociale » avaient donné naissance à la gauche plurielle. Hélas, entre 2002 et 2006, aucune Convention nationale n'a eu lieu dans le Parti alors que Sarkozy, de son côté, avait mobilisé l'UMP autour d'ateliers de réflexion pendant de nombreux mois.

D'ici 2010, nous organiserons cinq Conventions nationales. Elles aborderont les thèmes suivants : la régulation du capitalisme financier et le libre échange ; la relance et la réorientation de l'Europe dans la mondialisation ; la politique économique et sociale pour reconstruire la France après

Sarkozy ; les nouvelles attentes sociales et familiales ; les menaces contre la République et la laïcité. Chacun de ses rendez-vous permettra la pluralité des expressions, donnera lieu à des textes et sera tranché par un vote des adhérents. Grâce à la mise en commun des intelligences et des expériences, le Parti socialiste disposera d'un programme d'action pour la législature 2012-2017.

Nous voulons un Parti du respect, donc du débat ; un Parti de militants

Avoir de bonnes idées ne suffit pas : il faut un Parti socialiste qui parle d'une même voix et qui donne à chacun sa place. L'une des missions de la direction nouvelle que nous voulons pour le Parti consistera à organiser la parole collective dans le respect de deux exigences : **la liberté de débattre au sein du Parti et le respect des décisions lorsqu'elles sont prises.** Lorsque nous avons adopté une ligne, nous devons parler d'une même voix, dès lors que la position a été élaborée collectivement et précédée d'un véritable débat mené jusqu'à son terme.

Le débat est un signe de bonne santé pour une formation politique. Encore faut-il lui donner les moyens de le faire vivre !

La première priorité est de **retrouver l'envie d'être ensemble.** Comment être crédibles aux yeux des français si nous continuons à offrir le visage de la division et des ambitions personnelles ? Retrouvons de la fraternité et de la convivialité entre nous. Nous voulons être une équipe soudée et renouvelée dont le seul objet sera de travailler pour préparer un projet porteur d'espérance pour les français et le rendre crédible à leurs yeux.

Le Bureau National doit redevenir la véritable instance exécutive du Parti. Chaque mardi, ses membres se réunissent au siège national. Malheureusement, ces séances relèvent parfois de la succession de monologues et pas de l'échange d'idées ou de points de vue. Il doit être le lieu du débat de la prise de position claire du parti vis-à-vis de lui-même et de l'opinion.

Le Conseil National doit retrouver la place centrale de Parlement du Parti. Réuni trop rarement, son déroulement est souvent factice... Résultat : les sujets sont traités superficiellement. Pour nous, le Conseil National doit se réunir au moins une fois chaque trimestre, ses débats être préparés en amont dans des commissions permanentes sous la responsabilité d'un secrétaire national, ses délibérations se traduire par des votes.

Le Comité Economique et Social doit être réactivé. Notre Parti n'est plus assez en phase avec le mouvement social. Le Comité Economique et Social, créé il y a un peu plus de dix ans, n'a jamais occupé la juste place qui doit lui revenir. Ses avis sont rarement sollicités et, quand c'est le cas, ses préconisations trop peu suivies d'effets. C'est pourquoi nous proposons que ses membres soient associés à la préparation du Bureau National et du Conseil National.

De même, il serait utile d'**auditionner régulièrement des personnalités de la société civile** (responsables syndicaux, dirigeants associatifs, experts) afin d'éclairer et stimuler la réflexion collective.

La Fédération Nationale des Elus (FNESR) doit devenir un acteur majeur de notre vie collective. Le PS n'est pas la SFIO : seule une coordination nationale de nos élus locaux peut nous rendre forts face à la pseudo-décentralisation Sarkozy-Fillon ! Améliorons ce qui existe déjà au lieu de bâtir de nouvelles usines à gaz. Développons et modernisons la FNESR qui fait vivre, à l'échelon national et départemental, notre réseau d'élus socialistes ouvert à des centaines d'élus républicains.

Des primaires dignes de ce nom pour mettre le Parti en position de force face à la droite en 2012. Le débat collectif, ce sera aussi, le moment venu, la désignation de notre candidat(e) à l'élection présidentielle. Réglons cette question avec sagesse et souci de l'intérêt général. Notre réflexion sur la question des primaires par d'un double constat : personne n'est satisfait de la façon dont elles se sont déroulées lors de la dernière présidentielle ; elles n'ont pas permis d'enclencher une

dynamique de rassemblement et de mobilisation de la gauche autour de notre candidate. La désignation de celui ou de celle qui nous représentera ne doit pas être le dernier acte d'une guérilla entre prétendants socialistes, mais le premier acte de la campagne contre nos adversaires de droite.

C'est pourquoi nous organiserons de vraies primaires, si possible ouvertes. Elles auront lieu au printemps 2011, un an avant le grand rendez-vous avec les Français. Elles seront rythmées par d'authentiques débats contradictoires approfondis dans plusieurs grandes villes de France. Elles seront médiatisées afin que les adhérents, les sympathisants et les électeurs puissent se passionner pour le débat démocratique en notre sein. Aujourd'hui, ce sont les militants qui décident. Nous travaillerons à ouvrir plus largement la décision à ceux (sympathisants, citoyens...) qui se reconnaissent dans le socialisme, et au-delà autant que le dialogue avec nos partenaires le permettra, afin de donner plus de force à notre candidat. Les principes et modalités seront arrêtés par le Conseil National.

3) Un parti ouvert sur la société et sur la scène internationale

Nous souhaitons un Parti socialiste divers et ouvert

Veillons à mieux représenter la société si nous voulons réellement la transformer. Nous voulons garantir la parité, la diversité sociale et culturelle, le renouvellement générationnel dans toutes nos instances. Investissons aussi dans la formation des cadres et des militants : ne pensons pas que le Parti socialiste est à l'abri de la dépolitisation ambiante ! De même, parce que nous sommes en démocratie médiatique, développons nos moyens de communication (pourquoi ne pas créer notre propre chaîne de télévision, « PS-TV », sur le Net voire sur la TNT ?) et menons, une fois par an, une grande campagne nationale pour faire adhérer sur des bases politiques.

Ouvrons les portes et les fenêtres à d'autres formes de militantisme. Des centaines de milliers de femmes et d'hommes ont envie de s'engager à gauche, mais ne souhaitent pas, dans un premier temps, adhérer au Parti socialiste. Devons-nous, pour autant, ne pas leur parler ? Bien sûr que non ! Dotons-nous d'une multitude d'organismes associés permettant à ces citoyens de nous rejoindre pour défendre des causes communes telles que le combat contre la pauvreté, pour l'économie sociale, les services publics. Dans le même sens, le Parti socialiste doit se doter d'un secteur « Entreprises » à la hauteur des défis industriels, sociaux, environnementaux de la mondialisation.

Nous voulons que le Parti socialiste redevienne un Parti influent sur la scène européenne et internationale

Nous devons prendre une dimension pleinement globale et nos dirigeants s'habituer à être aussi souvent à Bruxelles, Pékin, Sao-Paulo au Dakar que rue de Solferino. Réinstallons notre Parti au cœur du Parti Socialiste Européen et de l'Internationale Socialiste. Investissons les instances multilatérales de la gauche européenne et mondiale avec la volonté de faire entendre notre point de vue de socialistes français et républicains, qu'il s'agisse du libre-échange, de la financiarisation de l'économie, du besoin vital d'une économie non marchande, de l'indispensable harmonisation fiscale et sociale en Europe. En un mot, réaffirmons haut et fort que le socialisme est un internationalisme !

4) Des alliances claires et une opposition résolue à la droite

Nous voulons des alliances claires et nous réaffirmons notre attachement au rassemblement de la gauche.

Ces derniers temps, la confusion a régné sur le plan stratégique. Notre Congrès doit mettre fin à la ligne politique en zigzag illustrée, notamment, entre les deux tours de la dernière élection présidentielle. Posons la vraie question : le PS confirme-t-il son adhésion au rassemblement de la gauche ou lui préfère-t-il une autre perspective, celle des alliances avec le centre et le centre droit ?

Avec nous, c'est clair : il n'y aura pas de renversement d'alliances avec le centre. Aux élections municipales et cantonales de 2008, notre parti avait fixé, lors du Bureau National du 15 janvier 2008, une ligne claire vis-à-vis du MODEM. Un éventuel accord local était soumis à trois conditions. 1) D'abord rassembler la gauche. 2) Ensuite que le projet de la gauche soit approuvé par le MODEM 3) Enfin, que le MODEM condamne sans réserve la politique menée par Nicolas SARKOZY. C'est en application de cette décision collective nationale que des accords avec le MODEM ont été conclus dans plusieurs villes françaises. La situation nationale est bien différente. François Bayrou, certes s'oppose à Nicolas SARKOZY, mais refuse d'adhérer au projet des socialistes et de la gauche. A lui de sortir de l'ambiguïté. Or aujourd'hui, son projet est flou quand il n'est pas contraire à ce à quoi nous croyons : n'a-t-il pas combattu les 35 heures, été favorable à l'allongement de l'âge du départ à la retraite ou encore à la réduction du périmètre de l'Etat ? Et jugeons aussi aux actes : entre les deux tours de la présidentielle, le candidat Bayrou n'a pas appelé à voter pour la gauche contre Sarkozy.

Pour nous c'est clair, le rassemblement de la gauche est prioritaire. Il n'exclut pas que le PS agisse avec d'autres démocrates. Nous savons que la situation de la gauche est profondément différente du moment d'Epinay, quand deux grands partis – les communistes et nous – structuraient pour l'essentiel l'électorat de gauche. Il existe des millions de femmes et d'hommes qui refusent la politique de N. Sarkozy et qui attendent un projet différent pour la France et pour l'Europe. A nous de les convaincre que c'est par le vote socialiste que le changement est possible.

Face à Sarkozy, la gauche doit se mettre en capacité de s'unir : c'est le devoir du Parti socialiste d'y parvenir. N. Sarkozy restera dans l'histoire comme le leader qui a réussi l'union des droites dans les urnes, des libéraux aux lepénistes. Pour battre ce bloc des droites, la gauche doit lutter contre sa propre fragmentation. Force principale de la gauche, notre Parti a autant besoin de ses partenaires que ceux-ci ont besoin de lui. Mettons en place une véritable coordination nationale entre le PS, le PCF, les Verts, le MRC et les Radicaux de gauche, pour combattre ensemble (et non côte à côte) la politique de la droite au Parlement. Imaginons des campagnes communes en direction des Français. Cette coordination préfigurerait peut-être les bases d'un « Parti de la Gauche » suffisamment fort pour battre Sarkozy et assez divers pour permettre le respect de l'identité de chacune des composantes. Loin d'un simple accord d'appareils (ou de morceaux d'appareils), c'est bien une mutation qu'il nous faut accomplir.

Encore faut-il un grand Parti socialiste ! Pour que la gauche soit forte, il faut un Parti socialiste fort – ce qui ne veut pas dire dominateur. Fixons-nous l'objectif d'atteindre la masse critique indispensable à une dynamique victorieuse. A l'instar des principales formations socialistes et social-démocrates en Europe, nous devons réunir 30 % à 35 % de l'électorat dès le premier tour des élections.

A l'extrême gauche, nous disons : protester, c'est bien ; protester et agir, c'est mieux. La LCR rebaptisée « parti anti-capitaliste » peut être un aiguillon pour la gauche, non une solution. En refusant de participer à l'élaboration d'un programme de gouvernement alternatif à la droite, en préférant « la lutte révolutionnaire » à la démocratie parlementaire, certains dirigeants et appareils à l'extrême gauche n'aident pas la gauche. Les critiques contre la gauche qui veut gouverner sont d'autant plus injustifiées qu'élus et militants socialistes sont présents et actifs ! Aux côtés des formations de toute la gauche, des syndicalistes, des associatifs, nous avons combattu le CPE, nous défendons le service public postal, nous agissons aux côtés des salariés menacés par les délocalisations. Il est logique qu'aux dernières élections municipales, des représentants de l'extrême gauche, soucieux d'agir pour nos concitoyens, aient intégré des listes conduites par le PS.

Nous voulons une opposition résolue et responsable à la droite

Depuis que N. Sarkozy a été élu, le Parti socialiste peine à se faire entendre. Qui n'a pas rencontré sur un marché des concitoyens nous apostropher : « Vous, les socialistes, on ne vous entend

pas! ». Pour nos militants et nos cadres fédéraux, pour nos élus locaux et nos parlementaires, cette interpellation résonne comme une injustice. Sur le terrain, par des tracts, des campagnes d'affichage, des interventions dans la presse locale, la participation à des luttes sociales, nous montons individuellement et collectivement au front contre la droite Sarkozy-Fillon. Comment se fait-il, dès lors, que nos actions et nos propositions restent souvent sans écho ?

Notre stratégie d'opposition au pouvoir actuel est inadaptée. Bien sûr, toute défaite présidentielle est suivie d'une période de disgrâce dans l'opinion – c'est aux dirigeants du Parti de la rendre la plus brève possible... Evidemment, la polyphonie qui émane du sommet du Parti est profondément contreproductive. Mais la vraie raison de notre faiblesse est ailleurs. Nous n'avons pas suffisamment convaincu une majorité de Français qu'en lieu et place de l'UMP, elle mènerait une politique profondément différente dans ses résultats. Trop souvent nous nous sommes focalisés sur « style de gouvernance », « le discours de la méthode » ou le « rythme des réformes ». Si nous voulons que notre parole porte, c'est le contenu de la politique menée qu'il faut dénoncer : politique économique, sociale, fiscale, éducative, culturelle, écologique, européenne, africaine, et même stratégique et militaire en Afghanistan. **Après le Congrès, l'opposition socialiste doit devenir réellement forte et efficace.**

CONCLUSION

Le Congrès de Reims doit représenter un nouvel espoir pour les français. Esprit qu'un mouvement est lancé qui permettra à la gauche française de penser et de proposer un nouveau modèle de société.

Soyons aussi enthousiastes pour inventer ce projet de demain : retrouver les chemins d'une croissance forte et durable ; réinventer des règles qui encadrent et qui protègent car nous savons que les crises énergétiques, écologiques, sociales, alimentaires et financières ont aujourd'hui pour cause en commune la dérégulation ; redonner sa chance à chacun ; construire un monde plus juste et moins dur, en France comme dans le monde grâce à une Europe forte et sociale.

Pour réussir cela, le travail est immense. Il nous faut réconcilier les aspirations individuelles et les protections collectives, réinventer les réponses d'aujourd'hui à partir de nos valeurs de toujours.

L'heure n'est pas aujourd'hui à s'interroger sur celui ou celle qui mènera la bataille de la prochaine élection présidentielle. L'heure est venue de s'interroger sur ce que nous sommes et sur ce que nous voulons proposer aux Français. Laissons le « je » au vestiaire et soyons prêts à rentrer sur le terrain des idées et des actions avec le « nous » !

Nous avons besoin d'un Parti Socialiste qui sorte fortifié de notre Congrès, uni dans la bataille des idées et porteur d'un projet fort. Nous avons besoin d'un Parti Socialiste qui rassemble toutes les formidables énergies qui le composent au service d'une seule et même ambition : une société plus juste. Nous avons besoin d'un Parti Socialiste qui retrouve l'envie du travail collectif, l'envie des idées partagées.

Nous avons besoin d'un Parti Socialiste dont le Premier Secrétaire aura pour mission d'animer un collectif rassemblé autour d'un seul et même objectif : porter nos idées de justice sociale et de progrès et proposer à nos concitoyens un projet pour l'avenir. Nous voulons rassembler autour d'un socialisme fier de ses valeurs, et rénové au diapason de ce monde qui bouge sans cesse autour de nous.

Nous voulons retrouver la gauche collective, créative, solidaire et joyeuse. Retrouvons cette joie d'être de gauche, d'être à gauche.

Nos valeurs constituent la véritable identité de notre pays. La France n'a jamais été aussi forte dans son histoire et les Français jamais aussi heureux que lorsqu'ils ont été unis par la fraternité et ont porté haut les Droits de l'Homme ici et ailleurs.

Redonnons-leur cette envie. Travaillons à partir de nos motions, échangeons, inventons. Emparons-nous du débat d'idées, laissons de côté le choc de personnalités.

Les Français nous regardent. Ils attendent de nous une autre perspective. Ils veulent que nous soyons à la hauteur. Alors, soyons-le !